



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 70.191/4
du 28 octobre 2021

sur

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'arrêté du Gouvernement de la
Région de Bruxelles-Capitale du
13 novembre 2008 déterminant
les actes et travaux dispensés de
permis d'urbanisme, de l'avis du
fonctionnaire délégué, de la
commune, de la commission
royale des Monuments et des
Sites, de la commission de
concertation ainsi que des
mesures particulières de
publicité ou de l'intervention
d'un architecte'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 70.191/4
van 28 oktober 2021

over

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot wijziging van het
besluit van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering van
13 november 2008 tot bepaling
van de handelingen en werken
die vrijgesteld zijn van een
stedenbouwkundige vergunning,
van het advies van de
gemachtigde ambtenaar, van de
gemeente, van de Koninklijke
Commissie voor Monumenten
en Landschappen, van de
overlegcommissie evenals van
de speciale regelen van
openbaarmaking of van de
medewerking van een architect'

Le 15 septembre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 1^{er} novembre 2021 *, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la commission royale des Monuments et des Sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 28 octobre 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 octobre 2021.

* Par courriel du 16 septembre 2021.

*

Op 15 september 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 1 november 2021 *, een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, van de overlegcommissie evenals van de speciale regelen van openbaarmaking of van de medewerking van een architect'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 28 oktober 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Patrick RONVAUX, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 oktober 2021.

* Bij e-mail van 16 september 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du volume et de la complexité du dossier, des aspects très techniques qu'il revêt à certains égards, ainsi que du bref délai, au regard de ces éléments, dont a pu disposer la section de législation pour examiner celui-ci, le présent avis se limite à l'examen de plusieurs questions particulièrement importantes.

Il contient ainsi des observations générales quant aux formalités préalables et au fondement juridique de l'arrêté en projet. Il comprend également des observations relatives à des questions d'ordre général ou particulier portant sur des dispositions du projet qui comportent de véritables innovations de fond par rapport au droit existant ou posent des difficultés au regard de l'évolution du cadre juridique international, européen ou interne.

Par ailleurs, faute d'une connaissance particulière des situations de fait et des données éminemment techniques à prendre en considération, et dès lors que la section de législation n'a pas la possibilité juridique d'organiser un débat contradictoire à ce sujet, le présent avis n'a pas pour objet, le cas échéant, de se prononcer de manière tranchée sur des questions en lien avec des aspects techniques échappant pour partie à la sphère juridique ou participant à des questions d'appréciation plus subjectives et factuelles.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 98, §§ 2 et 2/1, du Code bruxellois de l'aménagement du territoire (ci-après, le CoBAT) dispose comme suit :

« § 2. Le Gouvernement peut arrêter la liste des travaux et actes qui, en raison de leur minime importance ou de l'absence de pertinence de cette exigence pour les actes et travaux considérés, ne requièrent pas un permis. Cette liste n'est pas applicable aux actes et travaux qui portent sur un bien inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé ou en cours d'inscription ou de classement.

§ 2/1. Le Gouvernement peut, pour les biens inscrits sur la liste de sauvegarde ou classés ou en cours d'inscription ou de classement, arrêter, après avis de la Commission royale des monuments et des sites, une liste distincte de travaux et actes qui, en raison de leur minime importance sur le plan urbanistique et/ou patrimonial ou de l'absence de pertinence de cette exigence pour les actes et travaux considérés, ne requièrent pas un permis ».

L'article 126, §§ 1^{er}, 2, 4, 5 et 9, du CoBAT, dispose comme suit :

« § 1^{er}. Simultanément à l'envoi de l'accusé de réception de dossier complet, le collègue des bourgmestre et échevins adresse aux administrations et instances dont l'avis est requis en application du Code ou de ses arrêtés d'application une demande d'avis, à laquelle est jointe une copie du dossier de demande.

§ 2. Sous réserve du § 4, les administrations et instances suivantes doivent être consultées dans les hypothèses suivantes :

1° le Service d'incendie et d'aide médicale urgente, dans tous les cas ;

2° Bruxelles Environnement, lorsque la demande :

a) porte sur un bien sis à proximité d'une zone dans laquelle peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de l'accord de coopération du 16 février 2016 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, ou à proximité d'un tel établissement, ou encore est relative à un tel établissement ;

b) a été soumise à évaluation appropriée de ses incidences conformément à l'ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature.

c) porte sur des actes et travaux dont l'étude ou le rapport d'incidences révèle qu'ils sont susceptibles d'avoir une incidence sur la qualité écologique et/ou hydraulique d'un cours d'eau non navigable et/ou d'un étang régional au sens de l'ordonnance du 16 mai 2019 relative à la gestion et à la protection des cours d'eau non navigables et des étangs.

[...]

§ 4. Le Gouvernement peut, après avoir recueilli l'avis des administrations et instances concernées, arrêter la liste des actes et travaux qui sont dispensés de tout ou partie des avis d'administrations ou d'instances requis en application du présent article, en raison de leur minime importance ou de l'absence de pertinence des avis visés pour les actes et travaux considérés.

§ 5. Le Gouvernement peut arrêter la liste des actes et travaux qui sont dispensés des mesures particulières de publicité visées à l'article 188/7, en raison de leur minime importance ou de l'absence de pertinence de tout ou partie de ces mesures pour les actes et travaux considérés.

[...]

§ 9. Sous réserve du § 4, lorsqu'il n'existe pas, pour le territoire où se situe le bien, de plan particulier d'affectation du sol en vigueur ou de permis de lotir non périmé, la demande est soumise à l'avis du fonctionnaire délégué ».

L'article 177, §§ 4 et 5, du CoBAT prévoit :

« § 4. Le Gouvernement peut, après avoir recueilli l'avis des administrations et instances concernées, arrêter la liste des actes et travaux qui sont dispensés de tout ou partie des avis d'administrations ou d'instances requis en application du présent article, en raison de leur minime importance ou de l'absence de pertinence des avis visés pour les actes et travaux considérés.

§ 5. Le Gouvernement peut arrêter la liste des actes et travaux qui sont dispensés des mesures particulières de publicité visées à l'article 188/7, en raison de leur minime importance ou de l'absence de pertinence de tout ou partie de ces mesures pour les actes et travaux considérés ».

L'article 207, § 3, du CoBAT dispose, pour sa part, comme suit :

« Toute demande de permis se rapportant à un bien inscrit à l'inventaire du patrimoine immobilier est, lorsque la demande est introduite après l'inscription du bien à l'inventaire, soumise à l'avis de la commission de concertation. La Commission royale des monuments et des sites n'est consultée qu'à la demande de la commission de concertation.

Le Gouvernement peut établir la liste des actes et travaux, qui en raison de leur minime importance ou de l'absence de pertinence de cet avis, sont dispensés de l'avis préalable de la commission de concertation ou des mesures particulières de publicité.

Lorsqu'elle est consultée en application de l'alinéa 1^{er}, la Commission royale des monuments et des sites envoie son avis à l'autorité délivrante dans les trente jours de la réception de la demande d'avis. À défaut, la procédure est poursuivie sans qu'il ne doive être tenu compte d'un avis envoyé hors délai ».

Enfin, selon l'article 237, § 2, du CoBAT,

« [l]e Gouvernement peut arrêter, après avoir recueilli l'avis de la Commission royale des monuments et des sites, la liste des actes et travaux qui en raison de leur minime importance ou de l'absence de pertinence de cette exigence pour les actes et travaux considérés ne requièrent pas l'avis de la Commission royale des monuments et des sites.

Les actes et travaux dispensés de l'avis préalable de la Commission royale des monuments et des sites, sont également dispensés des mesures particulières de publicité et de l'avis de la commission de concertation ».

Il résulte de ces dispositions, que ce soient pour l'ensemble des dispositions de l'arrêté en projet, ou pour certaines d'entre elles seulement, que l'adoption de l'arrêté en projet requiert l'avis préalable :

- de la Commission royale des monuments et des sites,
- du fonctionnaire délégué,
- de Bruxelles Mobilité,
- de Bruxelles Environnement, et
- des collèges des bourgmestre et échevins des différentes communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le dossier transmis à la section de législation ne contient pas l'avis des fonctionnaires délégués, ni des différents collèges des bourgmestre et échevins ¹.

Il sera veillé à l'accomplissement de ces formalités.

2.1. Comme exposé plus en détail à l'observation générale n° 1 ci-après, l'arrêté en projet entend dispenser certains actes et travaux soit de l'exigence d'un permis d'urbanisme, soit de l'accomplissement de certaines formalités substantielles préalables à l'octroi d'un tel permis, au motif que ces actes et travaux sont « de minime importance » ou que le permis d'urbanisme ou l'accomplissement de ces formalités serait « sans pertinence ».

Dans ce contexte, se pose la question de savoir si le texte en projet doit être considéré comme un plan ou programme au sens de l'article 2, a), de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 'relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement', pour lequel, conformément à l'article 3 de cette directive, une évaluation environnementale doit être effectuée dans la mesure où il est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Selon le paragraphe 2, a), de l'article 3 de cette directive, cette obligation s'applique à tous les plans et programmes qui sont élaborés pour les secteurs, notamment, de l'énergie, de l'affectation des sols ou de l'aménagement du territoire urbain et rural et qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets énumérés aux annexes I et II de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 'concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement' pourra être autorisée à l'avenir. Quant au paragraphe 4 du même article 3, il prévoit que « [p]our les plans et programmes, autres que ceux visés au paragraphe 2, qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets pourra être autorisée à l'avenir, les États membres déterminent s'ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ».

Selon la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après la CJUE), « la notion de 'plans et programmes' se rapporte à tout acte qui établit, en définissant des règles et des procédures de contrôle applicables au secteur concerné, un ensemble significatif de critères et de modalités pour l'autorisation et la mise en œuvre d'un ou de plusieurs projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement » ². La CJUE ajoute que la notion de « plans et programmes » peut également recouvrir des actes normatifs adoptés par la voie législative ou réglementaire ³. Dans l'arrêt C-24/19 du 25 juin 2020, la CJUE a confirmé qu'un arrêté du Gouvernement flamand peut être considéré comme un plan élaboré ou adopté par une autorité au niveau national, régional ou local. En outre, la CJUE a précisé qu'une mesure doit être considérée

¹ L'avis donné sur le texte en projet par Brulocalis le 23 juin 2021, l'association de la ville et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, qui figure au dossier communiqué à la section de législation, aussi détaillé et motivé soit-il, ne peut se substituer aux avis des différents collèges des bourgmestre et échevins des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale, avis requis par les dispositions précitées du CoBAT.

² C.J., arrêt *Patrice d'Oultremont e.a. c. Région wallonne*, 27 octobre 2016, C-290/15, ECLI:EU:C:2016:816, § 49. Cet arrêt a été confirmé par deux arrêts prononcés le 7 juin 2018 : C.J., arrêt *Inter-Environnement Bruxelles ASBL e.a. c. Région de Bruxelles-Capitale*, 7 juin 2018, C-671/16, ECLI:EU:C:2018:403 ; et arrêt *Thybaut e.a. c. Région wallonne*, 7 juin 2018, C-160/17, ECLI:EU:C:2018:401.

³ C.J., arrêt *Patrice d'Oultremont e.a. c. Région wallonne*, précité, § 52.

comme « exigée », dès lors que le pouvoir d'adopter la mesure trouve sa base juridique dans une disposition particulière, même s'il n'existe, à proprement parler, aucune obligation d'élaborer cette mesure ⁴.

La Cour constitutionnelle considère toutefois que juger que toutes les législations et toutes les réglementations susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement devraient être soumises à une évaluation environnementale conformément à la directive 2001/42/CE, ne correspond pas à l'objectif du législateur européen, qui visait à ce que, conformément à cette directive, certains plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement soient soumis à une évaluation environnementale ⁵.

En l'espèce, dès lors qu'il n'apparaît pas qu'une évaluation préalable des incidences sur l'environnement du texte en projet a été réalisée, il appartient à l'auteur du projet d'être en mesure de justifier les raisons pour lesquelles il situe celui-ci en dehors du champ d'application de la directive 2001/42/CE.

2.2. Interrogée à ce propos, la déléguée du Ministre a communiqué les informations suivantes :

« [...] Le projet d'arrêté soumis à l'avis du Conseil d'État n'établit pas un ensemble significatif de critères et de modalités pour l'autorisation et la mise en œuvre d'un ou plusieurs projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

En effet, le principe du projet d'arrêté est de prévoir des dispenses de permis d'urbanisme ou des dispenses procédurales, moyennant le respect des réglementations urbanistiques et de planification applicables. Les modalités et les critères pour l'autorisation et la mise en œuvre d'un ou plusieurs projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ne sont donc pas fixés par le projet d'arrêté soumis à l'avis du Conseil d'État, mais par les réglementations auxquelles il est référé au sein de cet arrêté (règlements et plans d'affectation). Ce dernier se contente de prévoir les conditions dans lesquelles pourront intervenir des dispenses de permis d'urbanisme ou des dispenses procédurales dans les procédures d'instruction des demandes de permis.

Comme indiqué au point 2.2 de la présente note, il est vrai, cependant, que, dans certaines hypothèses limitées, des dispenses sont prévues même si les actes et travaux projetés seraient dérogatoires aux réglementations applicables.

À cet égard, il convient néanmoins de préciser que lorsque seules des dispenses procédurales sont permises dans ce cadre, un permis d'urbanisme reste requis et l'autorité délivrante dispose toujours de son pouvoir d'appréciation quant au fait d'accorder ou non les dérogations sollicitées.

⁴ C.J., arrêt *A e.a c. Gewestelijke stedenbouwkundige ambtenaar van het departement Ruimte Vlaanderen, afdeling Oost-Vlaanderen*, 25 juin 2020, C-24/19, ECLI:EU:C:2020:503, §§ 32 et s.

⁵ Voir à ce propos, l'avis n° 68.859/4 donné le 31 mars 2021 sur une proposition de décret de la Région wallonne 'visant à la promotion de l'équipement des véhicules électriques et à la réforme de la taxation', *Doc. parl.*, Parl. wall., 2019-2020, n° 227/3, pp. 2 à 5, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68859.pdf>. Voir à ce propos C.C., 28 février 2019, n° 33/2019, B.21.3 et C.C., 17 octobre 2019, n° 145/2019, B.9.3.

En ce qui concerne les dispenses de permis d'urbanisme prévues même si les actes et travaux projetés seraient dérogatoires, il importe de préciser que celles concernant les points d'accès sans fil à portée limitée (article 29 du projet d'arrêté coordonné) visent la transposition de la directive européenne UE 2018/1972 instituant le Code européen des communications électroniques.

Enfin, il convient de préciser que les dispenses prévues par le projet d'arrêté sont justifiées soit par la minime importance des actes et travaux envisagés, soit par l'absence de pertinence d'un permis d'urbanisme ou d'actes de procédure pour les actes et travaux concernés par la dispense. En ce sens, sous réserve des dispenses de permis d'urbanisme octroyées malgré les dérogations que ces actes et travaux impliquent, les dispenses prévues ne permettent pas la mise en œuvre de projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au sens de la directive 2001/42.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, il nous semble que le projet d'arrêté soumis à l'avis du Conseil d'État ne peut être considéré comme un plan ou programme.

Par ailleurs, nous rappelons la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, dans le cadre de son arrêt n° 33/2019 du 28 février 2019, estimant que le CoDT ne peut être considéré comme un plan ou programme et rappelant que la volonté du législateur européen n'était pas de soumettre tous les actes législatifs ou réglementaires à évaluation des incidences.

[...]

À titre subsidiaire, si le projet d'arrêté soumis à l'avis du Conseil d'État devait être considéré comme un plan ou programme, encore faut-il vérifier si ce plan ou programme est soumis à évaluation des incidences au sens de la Directive 2001/42.

L'article 3 de cette Directive dispose que :

'1. Une évaluation environnementale est effectuée, conformément aux articles 4 9, pour les plans et programmes visés aux paragraphes 2, 3 et 4 susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

2. Sous réserve du paragraphe 3, une évaluation environnementale est effectuée pour tous les plans et programmes:

a) qui sont élaborés pour les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, des transports, de la gestion des déchets, de la gestion de l'eau, des télécommunications, du tourisme, de l'aménagement du territoire urbain et rural ou de l'affectation des sols et qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets énumérés aux annexes I et II de la directive 85/337/CEE pourra être autorisée à l'avenir ; ou

b) pour lesquels, étant donné les incidences qu'ils sont susceptibles d'avoir sur des sites, une évaluation est requise en vertu des articles 6 et 7 de la directive 92/43/CEE. [...]

5. Les États membres déterminent si les plans ou programmes visés aux paragraphes 3 et 4 sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, soit en procédant à un examen au cas par cas, soit en déterminant des types de plans et programmes ou en combinant ces deux approches. À cette fin, les États membres tiennent compte, en tout état de cause, des critères pertinents fixés à l'annexe II, afin de faire en sorte que les plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement soient couverts par la présente directive.

6. Pour l'examen au cas par cas et pour la détermination des types de plans et programmes conformément au paragraphe 5, les autorités visées à l'article 6, paragraphe 3, sont consultées.

7. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que les conclusions prises en vertu du paragraphe 5, y compris les raisons de ne pas prévoir une étude d'impact sur l'environnement conformément aux articles 4 à 9, soient mises à la disposition du public'.

Il convient de relever que, en vertu de l'article 3, § 2, a) de la directive, sont soumis à une évaluation environnementale systématique les plans et les programmes qui, d'une part, sont élaborés pour certains secteurs et qui, d'autre part, définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets énumérés aux annexes I et II de la directive pourra être autorisée à l'avenir.

Si le projet d'arrêté pourrait remplir la première condition en ce que l'un des secteurs concernés est celui de l'aménagement du territoire urbain et rural, tel n'est pas le cas de la seconde condition. En effet, comme indiqué plus haut, le principe du projet d'arrêté est de prévoir des dispenses de permis d'urbanisme ou des dispenses procédurales, moyennant le respect des réglementations urbanistiques et de planification applicables. Le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets pourra être autorisée à l'avenir n'est donc pas fixé par le projet d'arrêté soumis à l'avis du Conseil d'État, mais par les réglementations auxquelles il est référé au sein de cet arrêté. Ce dernier se contente de prévoir les conditions dans lesquelles des dispenses de permis d'urbanisme ou des dispenses procédurales pourront intervenir.

Comme indiqué au point 2.2 de la présente note, il est vrai, cependant, que, dans certaines hypothèses limitées, des dispenses sont prévues même si les actes et travaux projetés seraient dérogoires aux réglementations applicables.

À cet égard, il convient néanmoins de préciser que lorsque seules des dispenses procédurales sont permises dans ce cadre, un permis d'urbanisme reste requis et l'autorité délivrante dispose toujours de son pouvoir d'appréciation quant au fait d'accorder ou non les dérogations sollicitées.

En ce qui concerne les dispenses de permis d'urbanisme prévues même si les actes et travaux projetés seraient dérogoires, il importe de préciser que celles concernant les points d'accès sans fil à portée limitée (article 29 du projet d'arrêté coordonné) visent la transposition de la directive européenne UE 2018/1972 instituant le Code européen des communications électroniques.

En ce que le projet d'arrêté soumis à l'avis du Conseil d'État ne fixe pas un cadre dans lequel la mise en œuvre des projets pourra être autorisée à l'avenir, une évaluation des incidences systématique ne doit pas avoir lieu.

Par ailleurs, comme indiqué plus haut, les dispenses prévues par le projet d'arrêté sont justifiées soit par la minime importance des actes et travaux envisagés, soit par l'absence de pertinence d'un permis d'urbanisme ou d'actes de procédure pour les actes et travaux concernés par la dispense. Dès lors, sous réserve des dispenses de permis d'urbanisme octroyées malgré les dérogations que ces actes et travaux impliquent, le projet d'arrêté soumis à l'avis du Conseil d'État n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au sens de l'article 3, § 1^{er} de la Directive ».

2.3.1. Ces justifications ne peuvent être suivies, pour les raisons suivantes.

2.3.2. En effet, comme la Cour constitutionnelle l'a rappelé dans son arrêt 33/2019 du 28 février 2019, citant les termes retenus par la CJUE, la question qui se pose est de savoir si l'arrêté en projet constitue, « en définissant des règles et des procédures de contrôle applicables au secteur concerné, un ensemble significatif de critères et de modalités pour l'autorisation et la mise en œuvre d'un ou de plusieurs projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ».

Or, il ne peut être contesté qu'en dispensant de l'autorisation-même à laquelle est subordonnée la réalisation d'un projet, ou en dispensant de certaines étapes substantielles de la procédure dont l'issue est l'octroi de l'autorisation ou le refus de celle-ci, l'arrêté en projet participe de l'essence même du cadre juridique qui définit les règles et les procédures de contrôle applicables aux projets visés par le dispositif en projet.

2.3.3. Par conséquent, les seules questions qui se posent sont :

– de savoir si, conformément à l'article 3, paragraphe 2, de la directive 2001/42/CE, sont ainsi concernés des projets énumérés aux annexes I et II de la directive 2011/92/UE, ou pour lesquels, étant donné les incidences qu'ils sont susceptibles d'avoir sur des sites, une évaluation est requise en vertu des articles 6 et 7 de la directive 92/43/CEE, du Conseil, du 21 mai 1992, 'concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages',

– et, dans la négative, de déterminer si, eu égard à l'article 3, paragraphe 4, de la directive 2001/42/CE, l'arrêté en projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

S'agissant de la première question, il y a lieu de relever que sont visés à l'annexe II de la directive 2011/92/UE notamment les travaux d'aménagement urbain, la construction de routes, les tramways, métros aériens et souterrains, lignes suspendues ou lignes analogues de type particulier servant exclusivement ou principalement au transport des personnes, tandis qu'en plusieurs de ses dispositions, le texte en projet vise notamment divers aménagements de voirie et de travaux d'aménagements de transports en commun ou encore des projets dont l'objet et la nature exacte ne sont pas identifiés à priori, comme l'érection temporaire d'une construction et le placement d'installation dans le cadre de projets de recherche menés par ou au sein d'un établissement d'enseignement supérieur.

Dans ce contexte, à défaut d'autres justifications plus précises permettant d'établir que les deux questions posées ci-avant appellent chacune une réponse négative pour l'ensemble du texte en projet, il n'apparaît pas qu'à ce stade, il puisse être considéré que l'arrêté en projet échappe au champ d'application de la directive 2001/42/CE.

L'auteur du projet réexaminera la procédure d'adoption de celui-ci, à la lumière des observations qui précèdent.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Il ressort du rapport au Gouvernement que le texte en projet a notamment pour objectif de favoriser la simplification administrative « en permettant aux citoyens de réaliser un plus grand nombre d'actes et travaux sans permis d'urbanisme ou moyennant une procédure d'instruction moins 'lourde', mais aussi en soulageant les administrations et instances concernées de nombreux dossiers pour lesquels leurs avis ne sont pas nécessaires ».

Sous réserve des observations qui suivent, liées aux questions que suscitent le projet quant à son ou ses fondement(s) juridique(s), combiné(s) par ailleurs avec l'article 23 de la Constitution, il convient d'observer que, dans une matière technique et complexe, qui s'adresse directement au citoyen et aux conditions dans lesquelles celui-ci peut poser des actes influençant notamment son cadre de vie, un tel objectif de simplification administrative ne peut être atteint que lorsque la réglementation applicable est rédigée de manière claire, univoque, et lisible.

Tel n'est pas le cas de l'arrêté en projet.

En effet, d'une part, il s'agit d'un arrêté qui, non seulement, modifie largement l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 'déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la Commission royale des monuments et des sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte', mais en outre, y insère de très nombreuses dispositions nouvelles, avec pour conséquence une difficulté de lecture et de compréhension liée notamment à une numérotation des dispositions devenant de plus en plus compliquée.

D'autre part, la terminologie employée ainsi que l'absence de définition du champ d'application de certaines subdivisions du texte en projet, comme évoqués ci-après, en rendent la compréhension difficile et aléatoire.

Une réforme de l'ampleur de celle ici entreprise suppose, en principe, qu'un texte intégralement nouveau, structuré et numéroté de manière simple et aisément compréhensible, soit adopté par le Gouvernement. Ainsi, plutôt que d'intervenir par l'adoption d'un texte modificatif, il se recommande d'abroger l'arrêté du 13 novembre 2008 et de le remplacer par un dispositif nouveau autonome.

2.1. Il résulte de l'article 98, §§ 2 et 2/1, de l'article 126, §§ 4 et 5, de l'article 177, §§ 4 et 5, de l'article 207, § 3, alinéa 2, et de l'article 237, § 2, alinéa 1^{er}, du CoBAT que des travaux ou des actes ne peuvent faire l'objet des dispenses de permis d'urbanisme ou de formalités substantielles visées par ces dispositions, que :

– s'agissant de la dispense de permis d'urbanisme : en raison de la « minime importance » des actes et travaux concernés, ou de « l'absence de pertinence » de l'exigence d'un tel permis « pour les actes et travaux considérés » ;

– s'agissant des formalités considérées : en raison de la « minime importance » des actes et travaux ou de « l'absence de pertinence de tout ou partie des [formalités visées] pour les actes et travaux considérés ».

En ce qui concerne les dispenses prévues par l'article 98, § 2/1, du CoBAT, cette disposition précise qu'il doit s'agir de travaux ou d'actes de minime importance « sur le plan urbanistique et/ou patrimonial ».

2.2. Dans de très nombreuses hypothèses prévues par le texte en projet, la question se pose de savoir si les dispenses prévues répondent bien à la caractéristique de concerner selon le cas, des actes et travaux de minime importance ou des cas dans lesquels un permis ou les formalités concernées seraient dénués de pertinence pour les actes et travaux considérés, ou encore, en ce qui concerne plus particulièrement les dispenses prévues par l'article 98, § 2/1, du CoBAT, s'il s'agit bien dans tous les cas d'actes ou de travaux de minime importance « sur le plan urbanistique et/ou patrimonial ».

Ainsi, pour ne citer que quelques exemples – et par conséquent, sans nullement prétendre à l'exhaustivité –, il y a lieu de relever ce qui suit :

1° Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet prévoient des dispenses de permis ou de formalités substantielles lorsque ce permis ou ces formalités ne sont pas imposés par le CoBAT, mais le sont par un règlement d'urbanisme, un plan d'affectation du sol ou un plan d'aménagement directeur⁶ ; or, le Gouvernement ne peut préjuger soit que tous actes ou tous travaux pour lequel un règlement d'urbanisme, un plan d'affectation du sol ou un plan d'aménagement directeur imposerait ou imposera un permis ou l'accomplissement de certaines formalités pourraient être qualifiés d'« actes et travaux de minime importance », soit que les permis ou formalités imposés par de tels règlements ou plans seraient « sans pertinence » ;

2° Plusieurs dispositions du texte en projet dispensent de permis d'urbanisme ou de l'accomplissement des certaines formalités substantielles des actes et travaux à la condition qu'ils ne portent pas « sur un bien sis à moins de 20 mètres d'un bien protégé ».

Il en va ainsi, en particulier, de l'article 21/1 en projet (article 27 du projet), de l'article 21/2 en projet (article 29 du projet) et de l'article 33/2 en projet (article 41 du projet).

Sur ce point, la Commission royale des monuments et des sites a exposé ce qui suit dans son avis donné le 23 juin 2021 sur le texte en projet :

« Plusieurs articles dispensent de permis, ou d'avis, des actes et travaux pour autant que ceux-ci ne portent pas sur un bien sis à moins de 20 mètres d'un bien protégé (ex : articles 21/1 ou 21/2). Ailleurs, cette distance est portée à 10 m. La CRMS demande de respecter les distances des zones de protection établies sur mesure et légalement par les arrêtés de classement, y compris les zones tampon UNESCO. En outre, introduire une distance qui n'est pas celle de la zone de protection légale risque d'introduire des confusions d'interprétation, et être complexe sur le plan des processus administratifs.

⁶ Voir, en particulier, l'article 21 (article 10/1, 3^{ème} tiret, en projet), l'article 23 (article 13/1, 1^{er} tiret, en projet), l'article 42 (article 33/5, en projet), l'article 71 (article 35/9/1, 3^{ème} tiret, en projet), l'article 78 (article 35/13/1, 1^{er} tiret, en projet) et l'article 88 (article 35/14/2, 1^{er} tiret, en projet) du projet.

Dans le cas où la zone de protection n'existe pas (c'est le cas de plusieurs arrêtés de classement plus anciens), la CRMS demande d'élargir le périmètre à 50 m, ce qui permettrait de prendre en compte le statut de monuments des biens. Cette distance de 50 mètres permet en effet une réelle prise en compte de la hiérarchie et de l'échelle des monuments dans la ville et de leur visibilité depuis l'espace public ».

Effectivement, la section de législation n'aperçoit pas la pertinence du critère de la distance de 20 mètres retenu par le texte en projet. Ainsi, d'une part, ces 20 mètres constituent une distance objectivement faible et réduite. D'autre part, cette distance aura vocation à s'appliquer de manière générale :

- sans qu'il soit tenu compte de l'existence ou non d'une zone de protection spécifiquement établie autour du bien protégé, et,
- dans l'hypothèse où une telle zone a été établie, sans avoir égard au périmètre de celle-ci.

Le système ainsi mis en place par le texte en projet n'apparaît à priori ni pertinent ni, en tout état de cause, proportionné.

3° L'article 4 du projet entend insérer dans l'arrêté du 13 novembre 2008 diverses dispositions qui ont pour objet de dispenser de permis d'urbanisme, ou dans une moindre mesure, de l'accomplissement des certaines formalités substantielles divers actes et travaux qualifiés de « temporaires ».

Ces actes et travaux ne sont, pour la plupart, pas anodins, spécialement dans leurs objet et durée.

Ainsi, sont notamment visées des modifications de destination ou d'utilisation soumises à permis qui durent « au maximum six mois » (article 2/5, 1°, en projet), ou « maximum six mois par année calendrier » (article 2/5, 2°, a) et b), en projet) ou concernent des activités organisées « de manière cyclique [...] et qui durent] maximum une période de 6 mois par année calendrier » (article 2/5, 2°, c), en projet).

D'une part, la portée exacte de ces dispositions en tant qu'elles définissent les durées maximales des actes et travaux n'est pas claire : ainsi, quelle différence y-a-t-il entre « une durée maximum de six mois par année calendrier », et la même durée telle qu'elle est prévue pour des « activités cycliques » ? Le texte en projet sera revu aux fins de lever toute ambiguïté à ce propos.

D'autre part, s'agissant des actes et travaux réalisés en vue de permettre l'accueil de personnes sans abri « de manière cyclique » – c'est-à-dire, en substance, selon les éléments qui figurent dans le dossier transmis à la section de législation, chaque année pendant la période hivernale –, dès lors que le changement de destination ou d'utilisation soumise à permis, est appelé à intervenir chaque année pendant six mois, sans limitation du nombre d'années, les actes et travaux concernés peuvent difficilement être qualifiés de « temporaires ». La section de législation n'aperçoit dès lors pas comment ils pourraient être qualifiés de « minime importance » ou être considérés comme des changements pour lesquels un permis ou l'accomplissement de certaines formalités s'avèrent sans pertinence eu égard à leur nature.

Cette observation vaut également pour les dispositions en projet similaires, qui figurent à l'article 53 du projet.

4° À l'article 4 du projet, toujours quant à la notion d'actes et travaux temporaires, les durées maximales respectives de cinq ans, deux ans et trois ans prévues aux articles 2/5, 5°, et 2/6, 1° et 2°, en projet apparaissent excessives au regard des exigences de « minime importance » ou d'« absence de pertinence » du permis d'urbanisme ou de l'accomplissement de certaines formalités substantielles.

5° L'article 2/5, 2°, a), en projet (article 4 du projet) subordonne la dispense de permis qu'il prévoit au fait que :

« Les actes et travaux sont réalisés, soit par une personne morale de droit public ou un gestionnaire/opérateur désigné par une personne morale de droit public dans le cadre de la réalisation de ses missions, soit par tout organisme compétent en matière de logement au sens de l'article 2, 9° du Code Bruxellois du Logement ou des opérateurs immobiliers publics au sens de l'article 2, 4° du Code Bruxellois du Logement afin de réaliser les missions qui lui sont confiées par ledit Code, soit par toute autre personne subventionnée par une personne morale de droit public ou disposant d'un agrément émanant d'une personne morale de droit public en vue de réaliser le projet répondant aux conditions précitées et aux conditions reprises au sein des articles correspondant aux dispenses ».

Les dispenses envisagées par les habilitations qui procurent un fondement juridique à l'arrêté en projet ne peuvent être arrêtées par le Gouvernement que si les actes et travaux sont de minime importance ou bien en raison de l'absence de pertinence de l'exigence d'un tel permis « pour les actes et travaux considérés ».

Le Gouvernement ne peut préjuger de ce que, au motif que ces actes et travaux sont accomplis par certaines personnes dans le cadre de certaines missions d'intérêt général, ces conditions seraient réalisées.

Le texte sera en conséquence revu pour établir ce lien.

Il en va de même, *mutatis mutandis*, pour les dispenses d'accomplissement de formalités substantielles déterminées sur la base du même critère.

Posent donc également difficulté au regard de la présente observation l'article 34/5, 2°, a), en projet, et l'article 34/9, 2°, a), en projet (article 53 du projet).

6° L'article 13, h), du projet tend à modifier l'article 7 de l'arrêté du 13 novembre 2008 de sorte que seront dispensés de permis d'urbanisme « les travaux d'aménagement de quais de tram ou de bus situés en trottoirs ou en extension de trottoirs, et leurs agrandissements, pour autant que le revêtement soit le même que celui des trottoirs contigus et que l'agrandissement du quai ne modifie pas le régime du trafic voirie et les aménagements n'impliquent pas la modification de plus de dix emplacements de stationnement ». La question se pose de savoir si, compte tenu du nombre d'emplacements de stationnement qui pourront ainsi être supprimés sans permis, il peut se justifier de prévoir les dispenses envisagées au regard des limites de l'habilitation mise en œuvre.

7° L'article 22 du projet envisage de modifier l'article 13 de l'arrêté du 13 novembre 2008 de sorte que sera dispensée de permis, entre autres,

« la modification de la destination d'une partie d'un logement en vue de permettre l'activité d'une profession libérale, en ce compris les professions médicales et paramédicales, d'une entreprise de service intellectuel, de production de services matériels et/ou de bien immatériels, exercée de manière isolée, sans préjudice du personnel d'exécution, ou de cours particuliers pour autant que la superficie de plancher affectée à ces activités soit :

[...]

– Supérieure à 75 m² et inférieure ou égale à 200 m² pour autant que la superficie de plancher soit limitée à 45 % de la superficie totale du logement et que ces activités soient, soit accessoires à la résidence principale de la personne exerçant l'activité, soit accessoires à la résidence principale d'un des associés ou administrateurs de la personne morale exerçant cette activité ».

La superficie maximale concernée par le changement de destination du logement, dispensé de permis, à savoir 200 m² et 45 % de la superficie totale du logement, n'apparaît pas, à priori, comme étant « de minime importance », ni comme étant telle qu'un permis serait « dépourvu de pertinence ».

Il en va de même, *mutatis mutandis*, pour les dispenses d'accomplissement de formalités substantielles déterminées fondées sur le même critère.

Posent donc également difficulté au regard de la présente observation l'article 13/1 en projet (article 24 du projet), l'article 35/13, 1°, en projet (article 76 du projet), l'article 35/13/1 en projet (article 78 du projet), l'article 35/14/1 en projet (article 86 du projet) et l'article 35/14/2 en projet (article 88 du projet).

Celle-ci vaut également, par voie de conséquence, et *mutatis mutandis*, pour l'article 35/13/2 en projet (article 80 du projet).

8° L'article 21/4 en projet (article 33 du projet) est rédigé comme suit :

« Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir, sont dispensés de l'avis de la Commission Royale des Monuments et Sites requis par l'article 237 du CoBAT, de l'avis du fonctionnaire délégué ou de la commune, de l'avis de la commission de concertation et de l'avis de Bruxelles Environnement, les aménagements nécessaires à l'utilisation d'une toiture plate en terrasse accessible ou en serre de production horticole ou agricole ou en potagers urbains pour autant que la superficie de la toiture plate ne dépasse pas 60 m² en ce compris les changements de destination ou d'utilisation que de tels aménagements peuvent impliquer ».

Compte tenu de la superficie concernée, et de l'impact visuel potentiel des actes et travaux envisagés, qui ont trait à des productions horticoles, agricoles ou à des potagers urbains, le cas échéant en serre, la disposition en projet pose question quant au caractère de minime importance des travaux considérés, ainsi que quant à la non-pertinence des consultations en principe requises. Cette observation vaut également pour l'article 35/22/5 en projet (article 104 du projet) et pour l'article 35/26/1 en projet (article 107 du projet).

9° Il résulte de l'article 34^{quinquies} en projet (article 46 du projet) que :

« Les actes et travaux portant sur un bien classé automatiquement repris à l'inventaire du patrimoine immobilier conformément à l'article 235 du CoBAT sont dispensés de l'avis de la commission de concertation requis sur base de l'article 207 du CoBAT ».

Or, comme l'a relevé la Commission royale des monuments et des sites, dans son avis du 23 juin 2021 sur le texte en projet, conformément à l'article 235 du CoBAT, les biens relevant du patrimoine immobilier classé sont automatiquement repris à l'inventaire du patrimoine immobilier.

Il s'ensuit que la disposition en projet a pour effet de dispenser de l'avis de la commission de concertation visé à l'article 207 du CoBAT tous les actes et travaux portant sur des biens classés, de manière tout à fait générale ; une telle dispense n'apparaît pas admissible au regard des critères rappelés ci-avant.

10° L'article 34/1/1 en projet (article 49 du projet), prévoit ce qui suit :

« Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir, sont dispensés de l'avis de la Commission royale des Monuments et des Sites, de l'avis de la commune, des mesures particulières de publicité et de l'avis de la commission de concertation, les actes et travaux de restauration historique au sens de l'article 1^{er}, 23°, lorsqu'il s'agit de la reconstitution de l'état d'un bien protégé à une époque bien définie dans le temps et parfaitement documenté, pour autant qu'aucune autre période de référence ne puisse être invoquée, et pour autant que cet état s'inscrive dans le cadre de l'intérêt historique, archéologique, artistique, esthétique, scientifique, social, technique, paysager, urbanistique ou folklorique protégé au sens de l'article 206 du CoBAT ».

La section de législation n'aperçoit pas comment de tels actes et travaux pourraient être qualifiés, par principe, « de minime importance ».

Par ailleurs, la dispense envisagée suppose qu'une appréciation précise et adéquate soit portée sur la question de savoir si les actes et travaux considérés auront effectivement pour effet de reconstituer l'état d'un bien protégé « à une époque bien définie dans le temps et parfaitement documenté, pour autant qu'aucune autre période de référence ne puisse être invoquée, et pour autant que cet état s'inscrive dans le cadre de l'intérêt historique, archéologique, artistique, esthétique, scientifique, social, technique, paysager, urbanistique ou folklorique protégé ». De telles questions relèvent tout spécialement du domaine de compétence et d'expertise de la Commission royale des monuments et des sites de sorte que son avis ne peut d'évidence pas être considéré comme dépourvu de pertinence à l'égard des actes et travaux considérés.

L'article 21/3, en projet (article 31 du projet) et l'article 35/22/2, en projet (article 98 du projet) appellent des objections de même nature.

2.3. Le texte en projet sera réexaminé dans son intégralité aux fins de vérifier si son auteur est en mesure de justifier que les conditions énumérées ci-avant sont effectivement remplies. En particulier, s'agissant des cas où il estime que l'exigence d'un permis ou de l'accomplissement de formalités substantielles sont « sans pertinence », il devra être en mesure de préciser chaque fois quelles sont les justifications raisonnables permettant de considérer que tel est le cas.

Le rapport au Gouvernement est, sur ces différentes conditions, dépourvu de justifications spécifiques.

3. Par ailleurs, plusieurs dispositions de l'arrêté en projet – en particulier l'article 21/1, en projet (article 27 du projet) et les articles 29 et 30/2, en projet (article 35 du projet) – prévoient que sont dispensés de permis certains actes et travaux relatifs à des biens ne faisant pas l'objet de mesures de protection, même si ceux-ci impliquent des dérogations, selon le cas, à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme, à un règlement sur les bâtisses, aux prescriptions réglementaires d'un plan d'aménagement directeur, d'un plan régional de mobilité ou d'un plan communal de mobilité, à un règlement concernant les zones de recul ou à un permis de lotir.

Or, le CoBAT met en place un système spécifique quant à certaines de ces dérogations. Ainsi, s'agissant des permis délivrés par le collège des bourgmestre et échevins, l'article 126 du CoBAT prévoit en ses paragraphes 7, 10 et 11 :

« § 7. Lorsque l'avis de la commission de concertation est unanimement favorable et rendu en présence d'un représentant de l'administration en charge de l'urbanisme, la commission de concertation, dans son avis, accorde, le cas échéant, les dérogations visées au § 11.

Le collège des bourgmestre et échevins délivre ensuite le permis, sur la base de l'avis conforme de la commission de concertation. Le permis reproduit le dispositif de l'avis de la commission de concertation.

[...]

§ 10. Lorsque celles-ci ne sont pas accordées par la commission de concertation, les dérogations visées au § 11 sont accordées par le fonctionnaire délégué.

Le fonctionnaire délégué se prononce sur les dérogations dans les mêmes conditions et dans le même délai que ceux visés au § 9. A défaut, de décision rendue dans le délai imparti, les dérogations sont réputées refusées.

§ 11. En application des §§ 7 et 10, il peut être dérogé, moyennant motivation expresse :

1° aux prescriptions d'un plan particulier d'affectation du sol ou d'un permis de lotir pour autant que ces dérogations ne portent pas atteinte aux données essentielles du plan ou du permis, dont les affectations, et que la demande de permis ait été soumise préalablement aux mesures particulières de publicité visées à l'article 188/7.

Une dérogation relative à l'implantation ou au volume des constructions dans une zone peut impliquer une dérogation à l'affectation d'une zone contiguë pour autant qu'elle ne mette pas en péril les caractéristiques essentielles de la zone contiguë.

2° aux prescriptions des règlements d'urbanisme, des règlements sur les bâtisses ou des règlements concernant les zones de recul pour autant, lorsque la dérogation porte sur le volume, l'implantation et l'esthétique des constructions, que la demande de permis ait été soumise préalablement aux mesures particulières de publicité visées à l'article 188/7.

3° aux prescriptions réglementaires de la partie spécifique du plan régional de mobilité et aux prescriptions réglementaires des plans communaux de mobilité pour autant que la demande de permis ait été soumise préalablement aux mesures particulières de publicité visées à l'article 188/7 ».

Quant aux permis d'urbanisme délivrés par le fonctionnaire délégué, l'article 188, alinéa 2, du CoBAT prévoit que celui-ci peut « également consentir les dérogations visées à l'article 126, § 11 ».

Il en résulte que, dans le système conçu par le CoBAT, certains actes et travaux peuvent être autorisés même s'ils impliquent des dérogations à un plan particulier d'affectation, à un permis de lotir, à un règlement d'urbanisme, à un règlement sur les bâtisses, à un règlement concernant les zones de recul, aux prescriptions réglementaires de la partie spécifique du plan régional de mobilité ou encore aux prescriptions réglementaires des plans communaux de mobilité. Toutefois, l'octroi de ces dérogations suppose que, selon le cas, certaines formalités aient été accomplies ou que certaines conditions de fond soient rencontrées, le tout impliquant qu'une décision expresse et motivée de l'autorité compétente intervienne, en vue d'octroyer la dérogation concernée.

Par conséquent, et dès lors que les dispositions législatives précitées requièrent une décision expresse spécialement motivée, la section de législation n'aperçoit pas comment des actes et travaux qui impliquent des dérogations à des dispositions de nature réglementaire, comme celles énumérées ci-avant, pourraient être qualifiées « de minime importance » ni comment il pourrait être considéré que l'exigence d'un permis ne serait pas pertinente pour de tels actes et travaux.

En d'autres termes, la section de législation n'aperçoit pas comment les dispositions du CoBAT qui permettent au Gouvernement de dispenser certains actes et travaux de permis d'urbanisme, pourraient être comprises comme allant jusqu'à permettre que ce faisant, le Gouvernement déroge, en outre, au système spécifique de décision expresse et spécialement motivée pour les actes et travaux qui impliquent des dérogations aux dispositions réglementaires précitées. À fortiori en va-t-il de même pour les actes et travaux impliquant des dérogations à des dispositions réglementaires auxquelles l'article 126 du CoBAT ne permet pas de déroger, comme le volet réglementaire d'un plan d'aménagement directeur.

Interrogée sur ce point, la déléguée du Ministre a communiqué des informations desquelles il résulte que s'agissant de l'article 21/1 et de l'article 30/2, en projet, les dispenses envisagées « résultent de négociations politiques ». Quant à l'article 29 en projet, les dérogations envisagées résulteraient de l'article 57 de la directive 2018/1972.

Ces justifications ne peuvent être retenues : elles sont sans incidence sur le défaut de fondement juridique des dispositions en projet. S'agissant en particulier de l'article 29 en projet, à défaut de fondement juridique dans le CoBAT, il ne peut être adopté tel quel. Il convient que le législateur intervienne préalablement aux fins de prendre les mesures qu'impose la transposition de l'article 57 de la directive 2018/1972.

Le dispositif en projet sera revu à la lumière de cette observation.

4. Dans le système mis en place par les dispositions appelées à former les articles 2/1 à 2/5 ainsi que 34/5 et 34/9 de l'arrêté du 13 novembre 2008 (articles 3, 4 et 53 du projet), certaines dispenses sont subordonnées au fait que les actes et travaux concernés ne sont pas repris dans les annexes A et B du CoBAT.

À ce propos, le rapport au Gouvernement explique à juste titre :

« Les actes et travaux repris au sein des annexes A et B du CoBAT doivent être soumis à évaluation des incidences, conformément à la législation européenne prévue à cet égard ⁷. Ces actes et travaux ne peuvent donc être dispensés de permis d'urbanisme, en tout cas pas par le biais d'un arrêté du Gouvernement, car une telle dispense entraînerait une contravention aux normes européennes ».

Dans la logique de cette justification, et aux fins d'éviter tout risque de méconnaissance de la législation européenne concernée, à savoir, en particulier, la directive 2011/92/UE, il convient de revoir le dispositif en projet de sorte qu'aucune des dispenses de permis d'urbanisme prévue par celui-ci ne soit susceptible de porter sur des actes et travaux soumis à évaluation des incidences en vertu du droit européen.

5. Dès lors que l'arrêté en projet entend prévoir des dispenses de permis d'urbanisme ou de réalisation de certaines formalités préalables à l'octroi d'un tel permis, pour certains actes et travaux, il implique un risque d'atteinte à l'obligation de *standstill* attachée au droit à la protection d'un environnement sain consacré par l'article 23 de la Constitution.

Force est de constater que sur ce point, et alors même que le nombre d'hypothèses de dispenses est accru de manière considérable par le texte en projet, le rapport au Gouvernement ne comporte que des considérations d'ordre général qui ne permettent pas de justifier que le texte en projet offre toutes les garanties au regard de l'article 23 de la Constitution. Sur ce point, l'objectif de simplification administrative s'avère à lui seul impuissant à justifier la réforme envisagée que ce soit dans son ampleur globale, ou dans les différentes hypothèses de dispenses en projet, conçues isolément.

Ce constat s'impose avec d'autant plus de force lorsque les dispenses envisagées concernent des biens ou périmètres faisant l'objet de mesures particulières de protection, notamment au regard de l'intérêt patrimonial qu'ils présentent dans le cadre de la protection des monuments et sites.

⁷ La législation européenne ainsi visée par le rapport au Gouvernement est, en particulier, la directive 2011/92/UE.

L'auteur du projet doit être en mesure de justifier plus avant et plus concrètement les nouvelles dispenses envisagées, au regard de cette exigence spécifique.

6. Sous peine de violer le principe constitutionnel de l'égalité devant la loi, les distinctions qui résultent du projet d'arrêté entre les actes et travaux bénéficiant des dispenses que prévoit celui-ci et ceux qui n'en bénéficient pas doivent reposer sur des critères justifiés par des motifs pertinents au regard des objectifs qui doivent être poursuivis en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire ainsi que, le cas échéant, de protection du patrimoine immobilier.

Il appartient au Gouvernement d'être en mesure de justifier les différences de traitement opérées.

7. Il ressort de plusieurs dispositions de l'arrêté en projet ⁸ que l'intention de son auteur est de prévoir une dispense de l'avis de la Commission royale des monuments et des sites pour des actes ou des travaux qui ne concernent que des parties non protégées d'un bien protégé.

Or, en vertu de l'article 177, § 2, du CoBAT, une demande de permis portant sur des actes ou des travaux relatifs à un bien inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé n'est soumise à l'avis de la Commission royale des monuments et des sites que « lorsque la demande porte sur des actes et travaux relatifs aux parties protégées d'un bien repris sur la liste de sauvegarde ou classé ou en cours d'inscription ou de classement » ⁹.

La dispense de l'avis de la Commission royale des monuments et des sites que prévoient les dispositions concernées n'a donc, en tant qu'elle concerne les parties non protégées du bien, pas de raison d'être.

Le projet sera revu en conséquence ¹⁰.

8. Plusieurs dispositions du projet envisagent l'hypothèse de l'absence de dérogation au plan régional de mobilité, ou au plan communal de mobilité ou encore au plan d'aménagement directeur.

Il résulte des articles 6, 7, 13 et 14 de l'ordonnance du 26 juillet 2013 'instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité', que le plan régional de mobilité et les plans communaux de mobilité comportent une partie générale, elle-même composée d'un volet stratégique et d'un volet réglementaire ainsi qu'une partie spécifique, subdivisée en tout cas pour le plan régional, en un volet stratégique, un volet réglementaire et un volet budgétaire. Quant au plan d'aménagement

⁸ Voir en particulier les articles 79, 80, 95, 96, 116 et 117 du projet.

⁹ Ceci résulte de l'alinéa 1^{er}, 2^o, de l'article 177, § 2, qui énonce le principe de l'obligation de prendre l'avis de la Commission royale des monuments et des sites pour les parties protégées d'un bien.

¹⁰ Dans un sens similaire, voir l'avis n° 49.230/4 donné le 2 mars 2011 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 'modifiant l'arrêté du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune ou de la Commission royale des monuments et des sites ou de l'intervention d'un architecte', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/49230.pdf>, obs. générale n° 3, c).

directeur, selon l'article 30/9 du CoBAT, le Gouvernement peut conférer force obligatoire et valeur réglementaire à certaines de ses dispositions.

Il est permis de supposer que la notion d'absence de dérogation au plan régional de mobilité, au plan communal de mobilité ou au plan d'aménagement directeur visée par le dispositif en projet, ne concerne que les volets ou dispositions réglementaires de ces plans.

Ceci gagnerait à être précisé expressément dans le dispositif en projet, qui sera revu en conséquence.

9. Les intitulés d'un texte normatif et de ses subdivisions tels les titres, chapitres, sections et sous-sections, n'ont, par eux-mêmes, aucune valeur normative.

Ils ne peuvent donc comporter de règles qui ne se retrouvent pas, par ailleurs, dans le dispositif lui-même du texte. Il s'ensuit que, par exemple, l'intitulé d'un titre ou d'un chapitre ne peut en définir le champ d'application. C'est à une disposition qui figurera en tête de la subdivision concernée qu'il appartient de définir celui-ci.

Il y a lieu d'observer à ce sujet qu'en ce qui concerne plusieurs subdivisions, le texte en projet est en défaut de contenir une disposition, insérée en tête de la subdivision, qui en précise le champ d'application, spécialement en ce qui concerne les types de biens ou de parties de biens qui font l'objet des actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme ou de l'accomplissement de certaines formalités préalables à la délivrance d'un tel permis.

Le projet sera revu en conséquence.

10. Dans la mesure où l'arrêté en projet contient des dispositions relatives à la dispense de l'avis de Bruxelles Mobilité et de Bruxelles Environnement, il y a lieu de modifier en ce sens l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008.

Une disposition nouvelle sera insérée à cet effet.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Les dispositions de droit européen et de droit interne mentionnées aux alinéas 1^{er} à 6 ne procurent pas de fondement juridique à l'arrêté en projet. Elle ne seront donc pas mentionnées au préambule sous la forme de visas. S'agissant des dispositions de droit européen concernées, elles y figureront sous la forme de considérants qui trouveront leur place en suite des visas. Quant aux dispositions de droit interne, elles pourront être citées au préambule, sous la forme de considérants également.

Le préambule sera revu en conséquence.

2. L'arrêté en projet a pour objet de procurer exécution aux articles 98, §§ 2 et 2/1, 126, §§ 4 et 5, 177, §§ 4 et 5, 207, § 3, et 237, § 2, du CoBAT, et à ces seules dispositions.

Ce sont celles-ci qui seront énumérées à l'alinéa 8 du préambule, accompagnées chacune de la mention des modifications qui y ont été apportées et qui sont toujours en vigueur.

L'alinéa 8 sera revu en conséquence.

3. Il convient de viser, au préambule, toutes et chacune des formalités dont l'accomplissement est requis préalablement à l'adoption de l'arrêté en projet. Parmi ces formalités, seuls le rapport d'évaluation sur l'égalité des chances appelé « test d'égalité des chances », l'avis de la Commission régionale de développement et l'avis du Conseil d'État sont mentionnés aux alinéas 10, 11 et 12.

Le préambule sera complété en conséquence.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Cette expression étant employée à de multiples reprises dans le texte en projet, il se recommande de compléter l'article 1^{er} du projet par une disposition définissant les « travaux de stabilité ».

2. L'article 34/3, en projet (article 52 du projet), emploie la notion d'« éléments patrimoniaux » et d'« éléments mobiliers ». Par ailleurs, les articles 35/8 et 35/10, en projet (articles 68 et 72 du projet) utilisent quant à eux la notion de « mobilier intérieur fixe ».

Ces notions gagneraient également à être définies, dans le respect des compétences de la Région de Bruxelles-Capitale, à savoir en particulier, l'aménagement du territoire, l'urbanisme, et les monuments et sites ¹¹.

Articles 2 et 44

Dans un souci de cohérence et au regard du principe d'égalité, la question se pose de savoir pour quel motif la disposition appelée à former l'article 2/1, alinéa 2, de l'arrêté du 13 novembre 2008 (article 2 du projet) ne trouve pas son pendant dans l'article 34*bis*, en projet, de l'arrêté du 13 novembre 2008 (article 44 du projet).

¹¹ Voir à ce propos l'avis n° 63.964/4/VR donné le 16 octobre 2018 sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 25 avril 2019 'relative au patrimoine culturel mobilier et immatériel de la Région de Bruxelles-Capitale', *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2018-2019, n° A-813/1, pp. 64 à 90, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63964.pdf>, obs.générale I.

Les deux dispositions concernées seront réexaminées à la lumière de cette observation.

Article 3

À l'article 2/1, alinéa 1^{er}, en projet, la question se pose de savoir si les mots « et lorsque » ne doivent pas être remplacés par les mots « ou lorsque ».

Article 4

L'article 2/5, 1°, a), 2°, a) et c), et 3°, en projet, subordonne les dispenses de permis qu'il prévoit à la condition que :

« Sauf accord préalable à l'entrée dans les lieux entre les parties, à l'exception des travaux entrepris par mesure de sécurité et pour autant que les actes et travaux réalisés n'entraînent pas de dérogation aux réglementations applicables une fois que le bien retrouve son affectation initiale, le bien retrouve son état initial, soit l'état existant avant le début de l'occupation temporaire, 30 jours maximum après la fin des actes et travaux temporaires et, en tout état de cause, à l'expiration du délai de six mois ».

Outre que cette disposition est rédigée de manière peu claire, elle permet que, de l'accord des parties, il soit dérogé à une condition, de surcroît fondamentale, de la dérogation envisagée, à savoir le fait qu'au terme des actes et travaux temporaires, le bien retrouve son état initial.

Il en résulte que les actes et travaux concernés perdent en réalité leur caractère temporaire, mais en outre, et plus fondamentalement encore, qu'ils acquièrent ainsi un caractère permanent de la seule volonté des « parties », dont il peut être supposé qu'il s'agit, en réalité, du propriétaire de l'immeuble, d'une part, et des occupants ou des personnes qui organisent l'occupation et effectuent les travaux, d'autre part.

Or, c'est au Gouvernement qu'il appartient, en vertu des habilitations qui lui sont conférées par le CoBAT, de définir la liste des actes et travaux qui sont de minime importance, soit pour lesquels l'exigence d'un permis ou de l'accomplissement de formalités substantielles n'est pas pertinente. C'est également à lui qu'il appartient, dans ce cadre, de définir les conditions objectives de mise en œuvre des dérogations qu'il prévoit, celles-ci ne pouvant être abandonnées au libre choix des tiers, dans leur réalisation ou leur non-réalisation.

La disposition à l'examen sera revue à la lumière de cette observation.

Une observation similaire vaut pour l'article 53 du projet.

Article 6

Au a), il y a lieu de remplacer les mots « actes et travaux temporaires » par les mots « actes et travaux relatifs au chantier ».

Article 7

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

« L'intitulé de la Section 2 du Chapitre II du Titre II du même arrêté est remplacé comme suit :

[...] ».

Article 25 bis

Les dispenses prévues par l'article 14/1, en projet ne correspondent pas à l'intitulé de la section 2 dans laquelle se situe cette disposition.

L'intitulé de cette section et la disposition à l'examen seront réexaminés en conséquence.

Article 26

La section de législation n'aperçoit pas la portée de l'article 26, a), en projet, qui a pour objet de remplacer le mot « domestique » par le mot « usuel ».

Par ailleurs, la disposition dont la modification est ainsi envisagée comportera ainsi l'expression « usage usuel », dont le sens n'apparaît pas.

La disposition à l'examen sera revue à la lumière de cette observation.

Article 35

Article 27/2 en projet

1. Au 4°, il convient de définir les notions d'« opérateur », de « réseau de communications électroniques » et de « ressource associée » de la manière dont celles-ci sont définies par l'article 2, 1), 8), 10) et 29), de la directive (UE) 2018/1972.

Par ailleurs, les mots « dans la mesure où ils sont utilisés pour la transmission de signaux autres que ceux de radiodiffusion et de télévision » ne sont pas pertinents s'agissant des compétences de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'urbanisme, d'aménagement du territoire et de monuments et sites. Ces mots seront omis.

2. Le second 4° sera renuméroté 5° et la définition de la notion de « point d'accès sans fil à portée limitée » inclura celle que donne de cette notion l'article 2, 23), de la directive (UE) 2018/1972.

Article 29/1 en projet

La section de législation n'aperçoit pas dans quelle disposition du CoBAT visée au préambule cette disposition pourrait trouver un fondement juridique.

Article 30/1 en projet

Le système conçu au 4° de l'article 30/1 pose question au regard du principe d'égalité dans la mesure où une ou plusieurs antennes ou installations, dont le nombre n'est pas, au demeurant, déterminé, devront avoir été autorisées pour que les antennes et installations qui seront installées ensuite puissent, elles, bénéficier d'une dispense de permis.

L'article 30/1, en projet, sera réexaminé à la lumière de cette observation.

Article 30/2 en projet

Au 1°, la portée et le sens du système mis en place sont peu clairs, dès lors que la dispense de permis pour le « placement d'antennes émettrices et/ou réceptrices » est subordonnée à la délivrance d'un permis d'urbanisme, fixant le volume dans lequel les antennes peuvent être placées et au fait que le placement des antennes devra respecter le permis : en d'autres termes, la dispense de permis suppose un permis préalable.

La disposition en projet sera réexaminée à la lumière de cette observation.

Article 38

La disposition à l'examen tend à insérer un 2°bis, dans l'article 32 de l'arrêté du 13 novembre 2008, qui prévoit une dispense de permis d'urbanisme pour

« l'abattage d'arbre à haute tige pour des raisons de sécurité exposées dans l'arrêté pris par le Bourgmestre de la commune sur le territoire duquel se situe l'arbre à abattre, pour autant que l'arbre ne soit pas repris à l'inventaire des arbres remarquables, qu'un arbre à haute tige soit replanté en vue de contribuer à la qualité biologique des lieux et que, si l'arrêté porte sur plusieurs arbres d'un même site, et arrêté soit motivé sur base d'un rapport d'expert phytosanitaire qui identifie précisément les sujets concernés et l'absence d'alternatives à l'abattage ».

Le rapport au Gouvernement mentionne à ce propos ce qui suit :

« L'article 98, § 1^{er}, 8° du CoBAT soumet à permis d'urbanisme l'abattage des arbres à hautes tiges.

La décision du Collège des bourgmestre et échevins refusant ou octroyant le permis relatif à l'abattage d'un arbre doit reposer sur des critères essentiellement urbanistiques. Dans ce cadre, le Collège exerce une compétence de police spéciale, que l'on appelle police administrative de l'urbanisme.

Lorsqu'un arbre risque de tomber, il ne s'agit plus seulement d'un problème urbanistique relevant de la compétence de police spéciale, mais aussi d'un problème de

sécurité publique relevant de la police administrative générale (article 135 de la nouvelle loi communale).

En vertu du principe de l'indépendance et du cumul des polices administratives, malgré la décision du Bourgmestre ordonnant l'abattage d'un arbre considéré comme constituant un danger pour la sécurité publique, un permis d'urbanisme doit également être obtenu au nom de la commune pour l'abattage de cet arbre.

Une telle exigence s'avère compliquée à réaliser dans la pratique. Dès lors, en vue d'une simplification administrative à cet égard, il est désormais prévu que l'abattage d'arbre à haute tige pour des raisons de sécurité exposées dans l'arrêté pris par le Bourgmestre de la commune sur le territoire duquel se situe l'arbre à abattre est dispensé de permis d'urbanisme pour les biens non protégés et bénéficie de dispenses procédurales pour les biens protégés, pour autant que l'arbre ne soit pas repris à l'inventaire des arbres remarquables, qu'un arbre à haute tige soit replanté en vue de contribuer à la qualité biologique des lieux et que, si l'arrêté porte sur plusieurs arbres d'un même site, cet arrêté soit motivé sur base d'un rapport d'expert phytosanitaire qui identifie précisément les sujets concernés et l'absence d'alternatives à l'abattage ».

Il s'ensuit que « l'arrêté pris par le Bourgmestre » tel que visé par l'arrêté en projet, est un arrêté que le bourgmestre prendrait sur la base de l'article 135 de la nouvelle loi communale, au titre de la police administrative générale, qui impose aux autorités communales de « faire jouir les habitants de la commune des avantages d'une bonne police, notamment [...] de la sureté [...] dans les rues, lieux et édifices publics » et, en particulier de « tout ce qui intéresse la sureté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques ».

Or, la compétence de régler les missions ainsi confiées aux communes relève de l'autorité fédérale, et non des compétences des régions, ce en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o, 4^{ème} tiret, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'.

Il s'ensuit que, dans l'hypothèse où plusieurs arbres sont concernés, la disposition à l'examen a pour objet de subordonner la dispense de permis qu'elle prévoit à l'accomplissement d'une mesure préalable à l'adoption d'une décision du bourgmestre dont le régime et les conditions d'application relèvent d'un autre niveau de pouvoir, ainsi qu'à l'insertion d'une motivation spécifique au sein de cette décision.

Un tel procédé n'est pas admissible.

La disposition à l'examen sera revue en conséquence.

La même observation vaut pour les articles 115 et 125 du projet.

Article 55

Vu l'intitulé de la sous-section 1^{ère} en projet, et celui de la sous-section 2, en projet (article 57 du projet), il y a lieu de modifier également l'intitulé de la section 1^{ère} en y supprimant les mots « et dispensés de permis d'urbanisme ».

L'arrêté en projet sera complété par une disposition nouvelle ayant cet objet.

Article 56

Au a), la question se pose de savoir pour quel motif, dans la modification proposée, ne sont pas également visées, outre « les actes et travaux temporaires », les « modifications temporaires ».

Article 126

1. À l'article 35/38 et à l'article 35/41, en projet, les notions de « rééquipement » et d'« installations existantes » gagneraient à être définies. Dans ce cadre, la section de législation suppose que les installations existantes sont celles qui ont été installées régulièrement, dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur.

2. Les intitulés des sous-sections 2 et 3 de la section 2 en projet comportent une erreur : ils mentionnent les actes et travaux portant sur les parties « non protégées » d'un bien protégé alors que selon son intitulé, la section 2 vise les actes et travaux portant sur les parties « protégées » d'un bien protégé.

Article 127

Si, compte tenu de leurs portée et objet, le cas échéant en vue d'assurer la transposition de certaines directives européennes, il apparaît cohérent et justifié de prévoir une entrée en vigueur plus rapide pour les dispositions énumérées à l'article 127, 1^{er} tiret, par contre, il est rappelé à l'auteur du projet qu'à moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 39, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

OBSERVATION FINALE

Plusieurs dispositions du projet sont numérotées *bis*, *ter*, etc.

L'ensemble des articles du projet seront renumérotés aux fins d'éviter un tel type de numérotation et de garantir une numérotation continue des dispositions.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Gelet op de omvang en de complexiteit van het dossier, op het feit dat het in bepaalde opzichten zeer technische aspecten vertoont en op de korte termijn waarover de afdeling Wetgeving in het licht van die elementen beschikte om het dossier te onderzoeken, heeft de afdeling Wetgeving zich in dit advies beperkt tot het onderzoek van enkele bijzonder belangrijke kwesties.

Zo bevat dit advies algemene opmerkingen over de voorafgaande vormvereisten en de rechtsgrond van het ontworpen besluit. Het omvat ook opmerkingen in verband met kwesties van algemene of bijzondere aard betreffende bepalingen van het ontwerp die inhoudelijk echt nieuw zijn ten opzichte van het bestaand recht of die problemen doen rijzen ten aanzien van de evolutie van het internationaal, het Europees of het intern rechtskader.

Voor het overige is het niet de bedoeling om in dit advies, in voorkomend geval, stellige uitspraken te doen over kwesties die verband houden met technische aspecten die gedeeltelijk buiten de juridische sfeer vallen of aansluiten bij kwesties waarin, uitgaande van feiten, een subjectievere beoordeling uitgevoerd moet worden, aangezien de afdeling Wetgeving niet goed genoeg op de hoogte is van de feitelijke situaties en van de uitermate technische gegevens die in aanmerking genomen moeten worden en ze niet over de juridische mogelijkheid beschikt om in dat verband een debat op tegenspraak te houden.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 98, §§ 2 en 2/1, van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna “BWRO”) luidt als volgt:

“§ 2. De Regering kan de lijst vaststellen van de werken en handelingen waarvoor, wegens hun geringe omvang of ontbrekende relevantie van dit vereiste voor de in overweging genomen handelingen en werken, geen vergunning vereist is. De lijst is evenwel niet van toepassing op de handelingen en werken aan een goed dat is beschermd of ingeschreven op de bewaarlijst of waarvoor de inschrijvings- of beschermingsprocedure geopend is.

§ 2/1. De Regering kan, voor goederen die op de bewaarlijst ingeschreven of beschermd zijn of waarvoor de inschrijving of de bescherming in onderzoek is, na het inwinnen van het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, een afzonderlijke lijst vaststellen van de handelingen en werken waarvoor, gelet op het gering stedenbouwkundig en/of patrimoniaal belang of ontbrekende relevantie van deze vereiste voor de in overweging genomen handelingen en werken, geen vergunning is vereist.”

In artikel 126, §§ 1, 2, 4, 5 en 9, van het BWRO wordt het volgende bepaald:

“§ 1. Gelijktijdig met de verzending van het ontvangstbewijs van het volledige dossier, richt het college van burgemeester en schepenen tot de besturen of instellingen van wie het advies vereist is volgens het Wetboek of zijn toepasselijke besluiten, een adviesaanvraag met als bijlage een afschrift van het volledige aanvraagdossier.

§ 2. Onder voorbehoud van § 4, moeten de volgende besturen en instanties worden geraadpleegd in de volgende hypothesen:

1° de Dienst Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, in alle gevallen;

2° Leefmilieu Brussel wanneer de aanvraag:

a) betrekking heeft op een goed in de nabijheid van een gebied waarin vestigingen kunnen komen die een zwaar risico inhouden voor de personen, goederen of het milieu in de zin van het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, of in de nabijheid van een dergelijke vestiging, of ook nog betrekking heeft op een dergelijke vestiging;

b) werd onderworpen aan een passende beoordeling van haar effecten overeenkomstig de ordonnantie van 1 maart 2012 betreffende het natuurbehoud;

c) betrekking heeft op handelingen en werken waarvoor uit het milieueffectenstudie of -rapport blijkt dat ze een invloed kunnen hebben op de ecologische en/of hydraulische kwaliteit van een onbevaarbare waterloop en/of een gewestelijke vijver in de zin van de ordonnantie van 16 mei 2019 houdende het beheer en de bescherming van onbevaarbare waterlopen en vijvers.

(...)

§ 4. Nadat ze het advies van de betrokken besturen en instellingen heeft ingewonnen, kan de Regering de lijst vaststellen van de handelingen en werken die, wegens hun geringe omvang, of omdat ze niet relevant zijn voor de in beschouwing genomen handelingen en werken, volledig of gedeeltelijk vrijgesteld worden van het in toepassing van dit artikel vereiste advies van besturen of instellingen.

§ 5. De Regering kan de lijst vaststellen van de handelingen en werken die zijn vrijgesteld van de in artikel 188/7 bedoelde speciale regelen van openbaarmaking vanwege hun geringe omvang of omdat het geheel of een deel van deze regelen niet relevant is voor de beschouwde handelingen en werken.

(...)

§ 9. Onder voorbehoud van § 4, wanneer er voor het grondgebied waar het goed is gelegen geen geldig bijzonder bestemmingsplan of geen niet-ervallen verkavelingsvergunning bestaat, wordt de aanvraag onderworpen aan het advies van de gemachtigde ambtenaar.”

Artikel 177, §§ 4 en 5, van het BWRO luidt als volgt:

“§ 4. De Regering kan, nadat ze het advies van de betrokken besturen en instellingen heeft verzameld, de lijst van handelingen en werken openbaar maken die wegens hun geringe omvang, of omdat ze niet relevant zijn voor de in beschouwing genomen handelingen en werken, volledig of gedeeltelijk vrijgesteld worden van het met toepassing van dit artikel vereiste advies.

§ 5. De Regering kan de lijst vaststellen van de handelingen en werken die zijn vrijgesteld van de in artikel 188/7 bedoelde speciale regelen van openbaarmaking vanwege hun geringe omvang of omdat het geheel of een deel van deze regelen niet relevant is voor de beschouwde handelingen en werken.”

Artikel 207, § 3, van het BWRO, zijnerzijds, luidt als volgt:

“Elke vergunningsaanvraag die betrekking heeft op een goed dat is ingeschreven op de inventaris van het onroerend erfgoed, is onderworpen aan het advies van de overlegcommissie. De Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen wordt slechts geraadpleegd op verzoek van de overlegcommissie.

De Regering kan de lijst bepalen van de handelingen en werken die, door hun geringe omvang of de niet-relevantie van dit advies, vrijgesteld zijn van het voorafgaand advies van de overlegcommissie of van de speciale regelen van openbaarmaking.

Wanneer ze wordt geraadpleegd met toepassing van het eerste lid, maakt de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen haar advies aan de vergunnende overheid over binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van de adviesaanvraag. Bij ontstentenis, wordt de procedure voortgezet zonder dat een laattijdig uitgebracht advies nog in aanmerking moet worden genomen.”

Ten slotte luidt artikel 237, § 2, van het BWRO als volgt:

“De Regering kan, na het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen te hebben ingewonnen, de lijst vaststellen van de handelingen en werken die, wegens hun gering[e] omvang of het gebrek aan relevantie van deze vereiste voor de beschouwde handelingen en werken, geen advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen vereisen.

De handelingen en werken die zijn vrijgesteld van het voorafgaand advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, zijn eveneens vrijgesteld van de speciale regelen van openbaarmaking en van het advies van de overlegcommissie.”

Uit die bepalingen vloeit voort dat, ongeacht of het gaat om alle of om slechts enkele bepalingen van het ontworpen besluit, voor het vaststellen van het ontworpen besluit het voorafgaand advies vereist is van:

- de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen,
- de gemachtigde ambtenaar,
- Brussel Mobiliteit,
- Leefmilieu Brussel en

– de colleges van burgemeester en schepenen van alle gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het dossier dat aan de afdeling Wetgeving overgezonden is, bevat evenwel noch het advies van de gemachtigde ambtenaren, noch het advies van alle colleges van burgemeester en schepenen.¹

Er moet op worden toezien dat die vormvereisten vervuld worden.

2.1. Zoals hierna in algemene opmerking 1 meer in detail wordt uiteengezet, strekt het ontworpen besluit ertoe bepaalde handelingen en werken vrij te stellen van hetzij een stedenbouwkundige vergunning, hetzij een aantal voorafgaande substantiële vormvereisten die vervuld moeten zijn om een dergelijke vergunning te kunnen verlenen, om de reden dat die handelingen en werken “van geringe omvang” zijn of dat de stedenbouwkundige vergunning of de vervulling van die vormvereisten niet relevant zou zijn.

In dat opzicht rijst de vraag of de ontworpen tekst beschouwd moet worden als een plan of programma in de zin van artikel 2, a), van richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2001 ‘betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma’s’, waarvoor, overeenkomstig artikel 3 van die richtlijn, een milieubeoordeling moet worden uitgevoerd in zoverre het aanzienlijke milieueffecten zou kunnen hebben.

Volgens artikel 3, lid 2, a), van die richtlijn geldt die verplichting voor alle plannen en programma’s die voorbereid worden met betrekking tot onder meer energie, grondgebruik of ruimtelijke ordening en die het kader vormen voor de toekenning van toekomstige vergunningen voor de projecten genoemd in de bijlagen I en II bij richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 ‘betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten’. Lid 4 van datzelfde artikel 3 luidt op zijn beurt als volgt: “Voor andere dan de in lid 2 bedoelde plannen en programma's, die het kader vormen voor de toekenning van toekomstige vergunningen voor projecten, bepalen de lidstaten of het plan of het programma aanzienlijke milieueffecten kan hebben.”

Volgens het Hof van Justitie van de Europese Unie (hierna HvJ) heeft “het begrip ‘plannen en programma’s’ betrekking (...) op iedere handeling die, door vaststelling van op de betrokken sector toepasselijke regels en controleprocedures, een heel pakket criteria en modaliteiten vaststelt voor de goedkeuring en de uitvoering van één of meerdere projecten die aanzienlijke gevolgen voor het milieu kunnen hebben”.² Het HvJ voegt eraan toe dat het begrip

¹ Het advies dat Brulocalis, de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op 23 juni 2021 uitgebracht heeft over de ontworpen tekst en dat zich bevindt in het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, kan, hoe gedetailleerd en gemotiveerd het ook is, niet in de plaats komen van de adviezen van de colleges van burgemeester en schepenen van de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die vereist zijn krachtens de voornoemde bepalingen van het BWRO.

² HvJ 27 oktober 2016, *Patrice d'Oultremont c.s. v. Waals Gewest*, C-290/15, ECLI:EU:C:2016:816, §49. Dat arrest is bekrachtigd bij twee arresten van 7 juni 2018: HvJ 7 juni 2018, *Inter-Environnement Bruxelles ASBL c.s. v. Brussels Hoofdstedelijk Gewest*, C-671/16, ECLI:EU:C:2018:403; en HvJ 7 juni 2018, *Thybaut c.s. v. Waals Gewest*, C-160/17, ECLI:EU:C:2018:401.

“plannen en programma’s” eveneens betrekking kan hebben op normatieve handelingen die bij wet of besluit zijn vastgesteld.³ Het HvJ heeft in zijn arrest C-24/19 van 25 juni 2020 bevestigd dat een besluit van de Vlaamse Regering beschouwd kan worden als een door een instantie op nationaal, regionaal of lokaal niveau opgesteld en/of vastgesteld plan. Voorts heeft het HvJ nader bepaald dat een maatregel moet worden beschouwd als “voorgeschreven” zodra de bevoegdheid om de maatregel vast te stellen haar rechtsgrondslag vindt in een specifieke bepaling, ook al bestaat er strikt genomen geen enkele verplichting om die maatregel te nemen.⁴

Het oordeel dat elke wetgeving en elke regelgeving die aanzienlijke effecten op het milieu kunnen hebben, overeenkomstig richtlijn 2001/42/EG aan een milieubeoordeling zouden moeten worden onderworpen, stemt volgens het Grondwettelijk Hof evenwel niet overeen met het doel van de Europese wetgever om bepaalde plannen en programma’s die aanzienlijke effecten op het milieu kunnen hebben, overeenkomstig die richtlijn aan een milieubeoordeling te onderwerpen.⁵

Aangezien *in casu* niet blijkt dat voor de ontworpen tekst een voorafgaande milieueffectbeoordeling heeft plaatsgevonden, dient de steller van het ontwerp te kunnen rechtvaardigen waarom hij dat ontwerp buiten de werkingssfeer van richtlijn 2001/42/EG houdt.

2.2. Daarover om uitleg gevraagd, heeft de gemachtigde van de minister de volgende inlichtingen verstrekt:

“(…) Le projet d’arrêté soumis à l’avis du Conseil d’État n’établit pas un ensemble significatif de critères et de modalités pour l’autorisation et la mise en œuvre d’un ou plusieurs projets susceptibles d’avoir des incidences notables sur l’environnement.

En effet, le principe du projet d’arrêté est de prévoir des dispenses de permis d’urbanisme ou des dispenses procédurales, moyennant le respect des réglementations urbanistiques et de planification applicables. Les modalités et les critères pour l’autorisation et la mise en œuvre d’un ou plusieurs projets susceptibles d’avoir des incidences notables sur l’environnement ne sont donc pas fixés par le projet d’arrêté soumis à l’avis du Conseil d’État, mais par les réglementations auxquelles il est référé au sein de cet arrêté (règlements et plans d’affectation). Ce dernier se contente de prévoir les conditions dans lesquelles pourront intervenir des dispenses de permis d’urbanisme ou des dispenses procédurales dans les procédures d’instruction des demandes de permis.

Comme indiqué au point 2.2 de la présente note, il est vrai, cependant, que, dans certaines hypothèses limitées, des dispenses sont prévues même si les actes et travaux projetés seraient dérogatoires aux réglementations applicables.

³ HvJ, voornoemd arrest-*Patrice d’Oultremont c.s. v. Waals Gewest*, § 52.

⁴ HvJ 25 juni 2020, A c.s. v. *Gewestelijke Stedenbouwkundige ambtenaar van het departement Ruimte Vlaanderen, afdeling Oost-Vlaanderen*, C-24/19, ECLI:EU:C:2020:503, §§ 32 e.v.

⁵ Zie in dat verband advies 68.859/4, op 31 maart 2021 gegeven over een voorstel van decreet van het Waals Gewest ‘visant à la promotion de l’équipement des véhicules électriques et à la réforme de la taxation’, *Parl.St. W.Parl.* 2019-20, nr. 227/3, 2-5, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/68859.pdf>. Zie in dat verband GwH 28 februari 2019, nr. 33/2019, B.21.3, en GwH 17 oktober 2019, nr. 145/2019, B.9.3.

À cet égard, il convient néanmoins de préciser que lorsque seules des dispenses procédurales sont permises dans ce cadre, un permis d'urbanisme reste requis et l'autorité délivrante dispose toujours de son pouvoir d'appréciation quant au fait d'accorder ou non les dérogations sollicitées.

En ce qui concerne les dispenses de permis d'urbanisme prévues même si les actes et travaux projetés seraient dérogatoires, il importe de préciser que celles concernant les points d'accès sans fil à portée limitée (article 29 du projet d'arrêté coordonné) visent la transposition de la directive européenne UE 2018/1972 instituant le Code européen des communications électroniques.

Enfin, il convient de préciser que les dispenses prévues par le projet d'arrêté sont justifiées soit par la minime importance des actes et travaux envisagés, soit par l'absence de pertinence d'un permis d'urbanisme ou d'actes de procédure pour les actes et travaux concernés par la dispense. En ce sens, sous réserve des dispenses de permis d'urbanisme octroyées malgré les dérogations que ces actes et travaux impliquent, les dispenses prévues ne permettent pas la mise en œuvre de projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au sens de la directive 2001/42.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, il nous semble que le projet d'arrêté soumis à l'avis du Conseil d'État ne peut être considéré comme un plan ou programme.

Par ailleurs, nous rappelons la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, dans le cadre de son arrêt n° 33/2019 du 28 février 2019, estimant que le CoDT ne peut être considéré comme un plan ou programme et rappelant que la volonté du législateur européen n'était pas de soumettre tous les actes législatifs ou réglementaires à évaluation des incidences.

(...)

À titre subsidiaire, si le projet d'arrêté soumis à l'avis du Conseil d'État devait être considéré comme un plan ou programme, encore faut-il vérifier si ce plan ou programme est soumis à évaluation des incidences au sens de la Directive 2001/42.

L'article 3 de cette Directive dispose que :

'1. Une évaluation environnementale est effectuée, conformément aux articles 4 9, pour les plans et programmes visés aux paragraphes 2, 3 et 4 susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

2. Sous réserve du paragraphe 3, une évaluation environnementale est effectuée pour tous les plans et programmes:

a) qui sont élaborés pour les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, des transports, de la gestion des déchets, de la gestion de l'eau, des télécommunications, du tourisme, de l'aménagement du territoire urbain et rural ou de l'affectation des sols et qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets énumérés aux annexes I et II de la directive 85/337/CEE pourra être autorisée à l'avenir ; ou

b) pour lesquels, étant donné les incidences qu'ils sont susceptibles d'avoir sur des sites, une évaluation est requise en vertu des articles 6 et 7 de la directive 92/43/CEE. (...)

5. Les États membres déterminent si les plans ou programmes visés aux paragraphes 3 et 4 sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, soit en procédant à un examen au cas par cas, soit en déterminant des types de plans et programmes ou en combinant ces deux approches. À cette fin, les États membres tiennent compte, en tout état de cause, des critères pertinents fixés à l'annexe II, afin de faire en sorte que les plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur

l'environnement soient couverts par la présente directive.

6. Pour l'examen au cas par cas et pour la détermination des types de plans et programmes conformément au paragraphe 5, les autorités visées à l'article 6, paragraphe 3, sont consultées.

7. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que les conclusions prises en vertu du paragraphe 5, y compris les raisons de ne pas prévoir une étude d'impact sur l'environnement conformément aux articles 4 à 9, soient mises à la disposition du public'.

Il convient de relever que, en vertu de l'article 3, § 2, a) de la directive, sont soumis à une évaluation environnementale systématique les plans et les programmes qui, d'une part, sont élaborés pour certains secteurs et qui, d'autre part, définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets énumérés aux annexes I et II de la directive pourra être autorisée à l'avenir.

Si le projet d'arrêté pourrait remplir la première condition en ce que l'un des secteurs concernés est celui de l'aménagement du territoire urbain et rural, tel n'est pas le cas de la seconde condition. En effet, comme indiqué plus haut, le principe du projet d'arrêté est de prévoir des dispenses de permis d'urbanisme ou des dispenses procédurales, moyennant le respect des réglementations urbanistiques et de planification applicables. Le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets pourra être autorisée à l'avenir n'est donc pas fixé par le projet d'arrêté soumis à l'avis du Conseil d'État, mais par les réglementations auxquelles il est référé au sein de cet arrêté. Ce dernier se contente de prévoir les conditions dans lesquelles des dispenses de permis d'urbanisme ou des dispenses procédurales pourront intervenir.

Comme indiqué au point 2.2 de la présente note, il est vrai, cependant, que, dans certaines hypothèses limitées, des dispenses sont prévues même si les actes et travaux projetés seraient dérogoires aux réglementations applicables.

À cet égard, il convient néanmoins de préciser que lorsque seules des dispenses procédurales sont permises dans ce cadre, un permis d'urbanisme reste requis et l'autorité délivrante dispose toujours de son pouvoir d'appréciation quant au fait d'accorder ou non les dérogations sollicitées.

En ce qui concerne les dispenses de permis d'urbanisme prévues même si les actes et travaux projetés seraient dérogoires, il importe de préciser que celles concernant les points d'accès sans fil à portée limitée (article 29 du projet d'arrêté coordonné) visent la transposition de la directive européenne UE 2018/1972 instituant le Code européen des communications électroniques.

En ce que le projet d'arrêté soumis à l'avis du Conseil d'État ne fixe pas un cadre dans lequel la mise en œuvre des projets pourra être autorisée à l'avenir, une évaluation des incidences systématique ne doit pas avoir lieu.

Par ailleurs, comme indiqué plus haut, les dispenses prévues par le projet d'arrêté sont justifiées soit par la minime importance des actes et travaux envisagés, soit par l'absence de pertinence d'un permis d'urbanisme ou d'actes de procédure pour les actes et travaux concernés par la dispense. Dès lors, sous réserve des dispenses de permis d'urbanisme octroyées malgré les dérogations que ces actes et travaux impliquent, le projet d'arrêté soumis à l'avis du Conseil d'État n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au sens de l'article 3, § 1^{er} de la Directive."

2.3.1. Die rechtvaardiging kan niet worden aanvaard om de volgende redenen.

2.3.2. Zoals het Grondwettelijk Hof in zijn arrest 33/2019 van 28 februari 2019 in herinnering heeft gebracht door de bewoordingen van het HvJ te citeren, rijst immers de vraag of het ontworpen besluit “door vaststelling van op de betrokken sector toepasselijke regels en controleprocedures, een groot pakket criteria en modaliteiten vaststelt voor de goedkeuring en de uitvoering van één of meerdere projecten die aanzienlijke gevolgen voor het milieu kunnen hebben”.

Er kan evenwel niet worden betwist dat wanneer het ontworpen besluit vrijstelling verleent van de toelating zelf waarvan de uitvoering van een project afhangt of van een aantal substantiële stappen in de procedure die leidt tot het geven of het weigeren van de toelating, het wezenlijk deel uitmaakt van het juridisch kader dat de regels en de controleprocedures vastlegt die van toepassing zijn op de projecten waarvan sprake in het ontworpen besluit.

2.3.3. Bijgevolg zijn enkel de volgende vragen aan de orde:

– Gaat het aldus, overeenkomstig artikel 3, lid 2, van richtlijn 2001/42/EG, om projecten die worden genoemd in de bijlagen I en II van richtlijn 2011/92/EG, of waarvoor, gelet op de gevolgen die ze kunnen hebben voor bepaalde gebieden, een beoordeling vereist is krachtens de artikelen 6 en 7 van richtlijn 92/43/EEG van de Raad van 21 mei 1992 ‘inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna’?

– Kan, indien dat niet het geval is, het ontwerpbesluit aanzienlijke milieueffecten kan hebben, gelet op artikel 3, lid 4, van richtlijn 2001/42/EG?

In verband met de eerste vraag dient opgemerkt te worden dat in bijlage II van richtlijn 2011/92/EU onder meer sprake is van stadsontwikkelingsprojecten, aanleg van wegen, trams, boven- en ondergrondse spoorwegen, zweefspoor en dergelijke bijzondere constructies, die uitsluitend of overwegend voor personenvervoer zijn bestemd, terwijl in een aantal bepalingen van de ontworpen tekst inzonderheid verwezen wordt naar verschillende werken inzake aanleg van wegen en openbaar vervoer en ook naar projecten waarvan het doel en de exacte aard niet *a priori* vastgesteld zijn, zoals de tijdelijke oprichting van een constructie en de plaatsing van een installatie in het kader van onderzoeksprojecten geleid door een hogeronderwijsinstelling.

Bij ontstentenis van andere elementen die nader rechtvaardigen dat allebei de hierboven gestelde vragen voor heel de ontwerptekst ontkennend dienen te worden beantwoord, lijkt men in deze context vooralsnog niet te kunnen oordelen dat het ontworpen besluit buiten de werkingssfeer van richtlijn 2001/42/EG valt.

De steller van het ontwerp moet de procedure voor het vaststellen van dat ontwerp opnieuw onderzoeken in het licht van de hiervoor gemaakte opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Uit het verslag aan de regering blijkt dat de ontworpen tekst er inzonderheid toe strekt te zorgen voor administratieve vereenvoudiging, “niet alleen om burgers toe te laten een groter aantal handelingen en werken uit te voeren zonder stedenbouwkundige vergunning of via

een minder ‘zware’ onderzoeksprocedure, maar ook om de betrokken besturen en instellingen te ontlasten van vele dossiers waarvoor hun adviezen niet noodzakelijk zijn”.

Onder voorbehoud van de hiernavolgende opmerkingen in verband met de vragen die het ontwerp doet rijzen wat betreft zijn rechtsgrond(en), in samenhang overigens met artikel 23 van de Grondwet, dient opgemerkt te worden dat in een technische en complexe materie die de burger rechtstreeks aangaat en in omstandigheden waarin de burger handelingen kan stellen die inzonderheid een invloed kunnen hebben op zijn leefomgeving, zo’n administratieve vereenvoudiging enkel bereikt kan worden wanneer de toepasselijke regelgeving op een duidelijke, eenvormige en leesbare manier is gesteld.

Dat is niet het geval voor het ontworpen besluit.

Enerzijds betreft het hier immers een besluit dat niet alleen aanzienlijke wijzigingen aanbrengt in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 november 2008 ‘tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, van de overlegcommissie evenals van de speciale regelen van openbaarmaking of van de medewerking van een architect’, maar daarin ook nog talrijke nieuwe bepalingen invoegt, met als gevolg dat het geheel moeilijk leesbaar en begrijpbaar wordt door een steeds ingewikkelder nummering van de bepalingen.

Anderzijds maken de gebezigde terminologie alsook het ontbreken van een definiëring van de werkingssfeer van bepaalde onderverdelingen van de ontworpen tekst, zoals hierna nog zal worden opgemerkt, het ontwerp zeer moeilijk te begrijpen en onduidelijk.

Een zo ruime hervorming als die welke hier wordt beoogd, veronderstelt in principe dat de regering een geheel nieuwe tekst vaststelt die eenvoudig gestructureerd en genummerd en makkelijk te begrijpen is. Het is dan ook aangewezen om, in plaats van een wijzigingstekst vast te stellen, het besluit van 13 november 2008 op te heffen en te vervangen door een nieuw en autonoom dispositief.

2.1. Uit artikel 98, §§ 2 en 2/1, artikel 126, §§ 4 en 5, artikel 177, §§ 4 en 5, artikel 207, § 3, tweede lid, en artikel 237, § 2, eerste lid, van het BWRO vloeit voort dat werken of handelingen enkel in de volgende gevallen vrijgesteld kunnen zijn van stedenbouwkundige vergunning of van substantiële vormvereisten als bedoeld in die bepalingen:

– wat betreft de vrijstelling van stedenbouwkundige vergunning: wegens de “geringe omvang” van de bedoelde handelingen en werken, of omdat het vereiste van een dergelijke vergunning “voor de in overweging genomen handelingen en werken” niet relevant is;

– wat betreft de bedoelde vormvereisten: wegens de “geringe omvang” van de handelingen en werken, of “omdat het geheel of een deel van [de bedoelde vormvereisten] niet relevant is voor de beschouwde handelingen en werken”.

In artikel 98, § 2/1, van het BWRO, wordt met betrekking tot de daarin bepaalde vrijstellingen nader gesteld dat het moet gaan om werken of handelingen met een “gering stedenbouwkundig en/of patrimoniaal belang”.

2.2. In heel wat gevallen waarin de ontworpen tekst voorziet, rijst de vraag of de voorziene vrijstellingen wel gelden voor, naargelang van het geval, handelingen en werken van geringe omvang of gevallen waarin een vergunning of de bedoelde vormvereisten niet relevant zouden zijn voor de in overweging genomen handelingen en werken, of voorts nog of het, wat inzonderheid de vrijstellingen betreft bepaald in artikel 98, § 2/1, van het BWRO, altijd wel gaat om handelingen of werken met een “gering stedenbouwkundig en/of patrimoniaal belang”.

Bij wijze van voorbeeld - en bijgevolg zonder op dit punt volledigheid na te streven - dient zo op het volgende gewezen te worden:

1° In verschillende bepalingen van het ontwerpbesluit wordt voorzien in vrijstellingen van vergunning of van substantiële vormvereisten wanneer die vergunning of die vormvereisten niet worden voorgeschreven door het BWRO, maar wel door een stedenbouwkundige verordening, een bestemmingsplan of een richtplan van aanleg;⁶ de regering mag er evenwel niet bij voorbaat van uitgaan dat alle handelingen of alle werken waarvoor een stedenbouwkundige verordening, een bestemmingsplan of een richtplan van aanleg een vergunning of de vervulling van bepaalde vormvereisten zou of zal voorschrijven, kunnen worden aangemerkt als “handelingen en werken van geringe omvang”, of dat de vergunningen of vormvereisten voorgeschreven bij dergelijke verordeningen of plannen niet relevant zouden zijn;

2° In verschillende bepalingen van de ontworpen tekst worden handelingen en werken vrijgesteld van stedenbouwkundige vergunning of van de vervulling van bepaalde substantiële vormvereisten, op voorwaarde dat ze “geen betrekking hebben op een goed dat zich op minder dan 20 m van een beschermd goed bevindt”.

Dat geldt in het bijzonder voor het ontworpen artikel 21/1 (artikel 27 van het ontwerp), het ontworpen artikel 21/2 (artikel 29 van het ontwerp) en het ontworpen artikel 33/2 (artikel 41 van het ontwerp).

In dat verband heeft de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen in haar advies van 23 juni 2021 over de ontworpen tekst het volgende gesteld:

“Plusieurs articles dispensent de permis, ou d’avis, des actes et travaux pour autant que ceux-ci ne portent pas sur un bien sis à moins de 20 mètres d’un bien protégé (ex : articles 21/1 ou 21/2). Ailleurs, cette distance est portée à 10 m. La CRMS demande de respecter les distances des zones de protection établies sur mesure et légalement par les arrêtés de classement, y compris les zones tampon UNESCO. En outre, introduire une distance qui n’est pas celle de la zone de protection légale risque d’introduire des confusions d’interprétation, et être complexe sur le plan des processus administratifs.

⁶ Zie meer bepaald artikel 21 (ontworpen artikel 10/1, derde streepje), artikel 23 (ontworpen artikel 13/1, eerste streepje), artikel 42 (ontworpen artikel 33/5), artikel 71 (ontworpen artikel 35/9/1, derde streepje), artikel 78 (ontworpen artikel 35/13/1, eerste streepje) en artikel 88 (ontworpen artikel 35/14/2, eerste streepje) van het ontwerp.

Dans le cas où la zone de protection n'existe pas (c'est le cas de plusieurs arrêtés de classement plus anciens), la CRMS demande d'élargir le périmètre à 50 m, ce qui permettrait de prendre en compte le statut de monuments des biens. Cette distance de 50 mètres permet en effet une réelle prise en compte de la hiérarchie et de l'échelle des monuments dans la ville et de leur visibilité depuis l'espace public."

Het is de afdeling Wetgeving inderdaad niet duidelijk wat de relevantie is van het criterium van de afstand van 20 meter waarvan sprake is in de ontworpen tekst. Die 20 meter is aldus, enerzijds, een objectief gezien kleine en onbeduidende afstand. Anderzijds is het de bedoeling dat die afstand op algemene wijze wordt toegepast:

- zonder dat rekening gehouden wordt met het al dan niet bestaan van een vrijwaringszone die specifiek rond het beschermde goed is ingesteld, en,

- ingeval een dergelijke zone wel is ingesteld, zonder rekening te houden met de perimeter ervan.

De regeling die aldus bij de ontworpen tekst wordt ingevoerd, lijkt *a priori* niet relevant, noch hoe dan ook evenredig.

3° Bij artikel 4 van het ontwerp worden in het besluit van 13 november 2008 verschillende bepalingen ingevoegd die ertoe strekken verschillende "tijdelijke" handelingen en werken vrij te stellen van stedenbouwkundige vergunning of, in mindere mate, van de vervulling van bepaalde substantiële vormvereisten.

Die handelingen en werken zijn grotendeels niet onbeduidend, vooral wat hun voorwerp of duur betreft.

Zo gaat het onder andere om aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen bestemmings- of gebruikswijzigingen die "maximum zes maanden" (ontworpen artikel 2/5, 1°) of "maximum zes maand per kalenderjaar" (ontworpen artikel 2/5, 2°, a) en b)) duren of die betrekking hebben op activiteiten die "periodiek" georganiseerd worden en die "maximum een periode van 6 maanden per kalenderjaar" duren (ontworpen artikel 2/5, 2°, c)).

Enerzijds is de exacte strekking van die bepalingen, in zoverre ze de maximumduur van de handelingen en werken bepalen, niet duidelijk: zo rijst de vraag wat het verschil is tussen "een maximumduur van zes maanden per kalenderjaar" en dezelfde duur zoals die wordt vastgesteld voor "periodieke activiteiten". De ontworpen tekst moet worden herzien om iedere dubbelzinnigheid ter zake op te heffen.

Anderzijds kunnen handelingen en werken met het oog op de "periodieke" opvang van daklozen, moeilijk beschouwd worden als zijnde van "tijdelijke" aard - volgens de gegevens in het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden, gaat het namelijk elk jaar hoofdzakelijk om de winterperiode -, aangezien de aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen bestemmings- of gebruikswijziging zich elk jaar gedurende zes maanden dient voor

te doen, zonder beperking van het aantal jaren. Het is de afdeling Wetgeving derhalve niet duidelijk hoe die handelingen en werken beschouwd zouden kunnen worden als zijnde van “geringe omvang” of als wijzigingen waarvoor, gelet op hun aard, een vergunning of de vervulling van bepaalde vormvereisten niet relevant blijkt te zijn.

Deze opmerking geldt ook voor de gelijkaardige ontworpen bepalingen in artikel 53 van het ontwerp.

4° Nog steeds in verband met het begrip tijdelijke handelingen en werken valt op te merken dat de maximumtermijnen van vijf, twee en drie jaar waarin respectievelijk de ontworpen artikelen 2/5, 5°, en 2/6, 1° en 2° voorzien, overdreven lijken ten aanzien van de vereisten inzake “geringe omvang” en inzake “ontbrekende relevantie” van de stedenbouwkundige vergunning of van het vervullen van bepaalde substantiële vormvereisten.

5° Het ontworpen artikel 2/5, 2°, a) (artikel 4 van het ontwerp) voorziet in een vrijstelling van vergunning en maakt die afhankelijk van het feit dat

“[d]e handelingen en werken worden uitgevoerd hetzij door een publiekrechtelijk persoon of een beheerder/operator, aangeduid door een publiekrechtelijk persoon in het kader van de uitvoering van zijn opdrachten, hetzij door elke instantie die bevoegd is voor Huisvesting in de zin van artikel 2, 9°, van de Brusselse Huisvestingscode of door openbare vastgoedbeheerders in de zin van artikel 2, 4°, van de Brusselse Huisvestingscode om opdrachten uit te voeren die hen door de genoemde Code worden toevertrouwd, hetzij door iedere andere persoon die door een publiekrechtelijk persoon wordt gesubsidieerd of die over een erkenning beschikt, hem toegekend door een publiekrechtelijk persoon voor de verwezenlijking van het project dat beantwoordt aan hoger genoemde voorwaarden en aan de voorwaarden vermeld in de artikelen die overeenkomen met de vrijstellingen”.

De regering kan de vrijstellingen die beoogd worden door de machtigingen die het ontworpen besluit een rechtsgrond verlenen, enkel vaststellen indien de handelingen en werken een geringe omvang hebben, ofwel op grond van het feit dat zo’n vergunning “voor de in overweging genomen handelingen en werken” geen relevant vereiste vormt.

Ze kan niet op grond van het feit dat die handelingen en werken door bepaalde personen in het kader van bepaalde opdrachten van algemeen belang worden uitgevoerd, erop vooruitlopen dat aan die voorwaarden zou zijn voldaan.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien zodat hij dat verband weergeeft.

Mutatis mutandis geldt hetzelfde voor de vrijstellingen van substantiële vormvereisten die op basis van hetzelfde criterium zijn vastgesteld.

Dat betekent dat ook het ontworpen artikel 34/5, 2°, a) en het ontworpen artikel 34/9, 2°, a) (artikel 53 van het ontwerp) problematisch zijn in het licht van deze opmerking.

6° Artikel 13, h), van het ontwerp strekt ertoe artikel 7 van het besluit van 13 november 2008 te wijzigen zodat een vrijstelling van stedenbouwkundige vergunning geldt voor “werkzaamheden voor de aanleg van tram- of busperrons op voetpaden of als verlengstuk van voetpaden, alsmede de uitbreiding daarvan, mits het bekleding hetzelfde is als dat (lees: “de bekleding dezelfde is als die”) van de aangrenzende voetpaden en de uitbreiding van het perron

niet leidt tot wijziging van het verkeersregime op de weg en de uitbreiding niet leidt tot wijziging van meer dan tien parkeerplaatsen”. De vraag rijst of, gelet op het aantal parkeerplaatsen dat zo zonder vergunning kan worden gesupprimeerd, de voorgenomen vrijstellingen te rechtvaardigen zijn in het licht van de grenzen van de ten uitvoer gelegde machtiging.

7° Artikel 22 van het ontwerp beoogt artikel 13 van het besluit van 13 november 2008 te wijzigen zodat een vrijstelling van vergunning geldt voor onder meer

“de bestemmingswijziging van een deel van een woning om er de activiteit van een vrij beroep onder te brengen, met inbegrip van de medische en de paramedische beroepen, van een bedrijf voor de levering van intellectuele diensten, voor de levering van materiële diensten en/of immateriële goederen die afzonderlijk worden uitgeoefend, zonder afbreuk aan het uitvoerende personeel, of voor specifieke individuele lessen voor zover de vloeroppervlakte die voor deze activiteiten bestemd wordt:

(...)

- Groter is dan 75 m² en kleiner is dan of gelijk is aan 200 m², voor zover de vloeroppervlakte wordt beperkt tot 45 % van de totale woningoppervlakte en dat de activiteiten hetzij horen bij de hoofdverblijfplaats van de persoon die de activiteit uitoefent, hetzij horen bij de hoofdverblijfplaats van een van de vennoten of van de beheerders van de rechtspersoon die deze activiteit uitoefent”.

De maximale oppervlakte waarvoor de van vergunning vrijgestelde bestemmingswijziging van de woning kan gelden, namelijk 200m² en 45 % van de totale oppervlakte van de woning, lijkt *a priori* niet “van geringe omvang” te zijn, noch in te houden dat een vergunning geen “relevantie” zou hebben.

Mutatis mutandis geldt hetzelfde voor de vrijstellingen van substantiële vormvereisten die op basis van hetzelfde criterium zijn vastgesteld.

Dat betekent dat ook het ontworpen artikel 13/1 (artikel 24 van het ontwerp), het ontworpen artikel 35/13, 1° (artikel 76 van het ontwerp), het ontworpen artikel 35/13/1 (artikel 78 van het ontwerp), het ontworpen artikel 35/14/1 (artikel 86 van het ontwerp) en het ontworpen artikel 35/14/2 (artikel 88 van het ontwerp) problematisch zijn in het licht van deze opmerking.

Deze opmerking geldt bijgevolg *mutatis mutandis* ook voor het ontworpen artikel 35/13/2 (artikel 80 van het ontwerp).

8° Het ontworpen artikel 21/4 (artikel 33 van het ontwerp) is als volgt gesteld:

“Voor zover ze geen afwijking inhouden van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning, worden vrijgesteld van het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen voorgeschreven bij artikel 237 van het BWRO, van het advies van de gemachtigde ambtenaar of van de gemeente, van het advies van de overlegcommissie en van het advies van Leefmilieu Brussel de verbouwingen die noodzakelijk zijn voor het gebruik van een plat dak als toegankelijk terras, als tuinbouw- of landbouwserre of als stadstuinjes, voor zover het oppervlakte van het plat dak niet groter is dan 60 m², met inbegrip van de bestemmings- of de gebruikswijzigingen die dergelijke verbouwingen kunnen impliceren.”

Gelet op de oppervlakte waar het om gaat en op de mogelijke visuele impact van de

beoogde handelingen en werken, die betrekking hebben op tuinbouw, landbouw of stadstuintjes, in voorkomend geval in een serre, doet de ontworpen bepaling vragen rijzen wat betreft de geringe omvang van de betreffende werken en de irrelevantie van de adviezen die in principe ingewonnen moeten worden. Deze opmerking geldt ook voor het ontworpen artikel 35/22/5 (artikel 104 van het ontwerp) en voor het ontworpen artikel 35/26/1 (artikel 107 van het ontwerp).

9° Uit het ontworpen artikel 34*quinquies* (artikel 46 van het ontwerp) vloeit het volgende voort

“De handelingen en werken met betrekking tot een beschermd goed dat automatisch werd opgenomen in de inventaris van het bouwkundig erfgoed, conform artikel 235 van het BWRO, zijn vrijgesteld van het advies van de overlegcommissie, vereist op grond van artikel 207 van het BWRO.”

De Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen heeft in het advies dat ze op 23 juni 2021 over de ontwerptekst heeft gegeven, echter opgemerkt dat goederen die behoren tot het beschermde onroerende erfgoed, automatisch in de inventaris van het onroerende erfgoed worden opgenomen, overeenkomstig artikel 235 van het BWRO.

De ontworpen bepaling heeft dus als gevolg dat alle handelingen en werken die betrekking hebben op beschermde goederen in het algemeen zijn vrijgesteld van het advies van de overlegcommissie waarnaar artikel 207 van het BWRO verwijst. In het licht van de hierboven vermelde criteria lijkt een dergelijke vrijstelling niet aanvaardbaar.

10° Het ontworpen artikel 34/1/1 (artikel 49 van het ontwerp) bepaalt het volgende:

“Voor zover ze niet afwijken van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning, worden vrijgesteld van het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, van het advies van de gemeente, van de speciale regelen van openbaarmaking en van het advies van de overlegcommissie, de handelingen en werken voor historische restauratie in de zin van artikel 1, 23°, wanneer het gaat om het herstel van een beschermd goed in zijn staat in een welbepaalde, goed gedocumenteerde periode, voor zover geen andere referentieperiode kan worden ingeroepen, en voor zover deze staat past in het kader van het historische, archeologische, artistieke, esthetische, wetenschappelijke, sociale, technische, landschappelijke, stedenbouwkundige of folkloristische belang, beschermd in de zin van artikel 206 van het BWRO.”

De afdeling Wetgeving begrijpt niet hoe men dergelijke handelingen en werken principieel zou kunnen aanmerken als zijnde “van geringe omvang”.

Voorts vooronderstelt de beoogde vrijstelling een nauwkeurige en passende beoordeling van de vraag of de betreffende handelingen en werken inderdaad zullen leiden tot het herstel van een beschermd goed in zijn toestand van “een welbepaald tijdstip en perfect gedocumenteerd, voor zover geen enkele andere referentieperiode kan worden ingeroepen en voor zover deze toestand aansluit bij het kader van het beschermd historisch, archeologisch, artistiek,

esthetisch, wetenschappelijk, sociaal, technisch of volkskundig belang”. Dergelijke kwesties vallen heel specifiek onder de bevoegdheid en de deskundigheid van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, zodat haar advies klaarblijkelijk niet kan worden beschouwd als irrelevant voor de betrokken handelingen en werken.

Het ontworpen artikel 21/3 (artikel 31 van het ontwerp) en het ontworpen artikel 35/22/2 (artikel 98 van het ontwerp) geven aanleiding tot gelijkaardige bezwaren.

2.3. De ontworpen tekst moet integraal opnieuw worden onderzocht om na te gaan of de steller kan aantonen dat daadwerkelijk is voldaan aan de hierboven opgenoemde voorwaarden. In de gevallen waarin de steller het vereisen van een vergunning of het vervullen van substantiële vormvereisten als niet-relevant beschouwt, moet hij dat meer bepaald voor elk geval naar behoren kunnen verantwoorden.

In verband met die verschillende voorwaarden staat in het verslag aan de regering geen enkele specifieke verantwoording te lezen.

3. Voorts stellen verschillende bepalingen van het ontworpen besluit – in het bijzonder het ontworpen artikel 21/1 (artikel 27 van het ontwerp) en de ontworpen artikelen 29 en 30/2 (artikel 35 van het ontwerp) – dat bepaalde handelingen en werken betreffende goederen waarvoor geen beschermingsmaatregelen gelden, vrijgesteld zijn van een vergunning, zelfs als ze afwijken, naargelang van het geval, van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening, van een bouwverordening, van de verordenende voorschriften van een richtplan van aanleg, een gewestelijk mobiliteitsplan of een gemeentelijk mobiliteitsplan, van een verordening betreffende de achteruitbouwstroken of van een verkavelingsvergunning.

Voor sommige van die afwijkingen voert het BWRO echter een specifieke regeling in. In verband met de vergunningen afgegeven door het college van burgemeester en schepenen, schrijven de paragrafen 7, 10 en 11 van artikel 126 van het BWRO bijvoorbeeld het volgende voor:

“§ 7. Wanneer het advies van de overlegcommissie unaniem gunstig is, en gegeven in aanwezigheid van een afgevaardigde van het bestuur belast met stedenbouw, stemt de overlegcommissie in haar advies in voorkomend geval in met de afwijkingen bedoeld in § 11.

Het college van burgemeester en schepenen levert vervolgens de vergunning af op basis van het eensluidend advies van de overlegcommissie. De vergunning neemt de beschikking van het advies van de overlegcommissie over.

(...)

§ 10. Wanneer de overlegcommissie niet instemt met de afwijkingen, bedoeld in § 11, worden ze toegestaan door de gemachtigde ambtenaar.

De gemachtigde ambtenaar spreekt zich uit over de afwijkingen onder dezelfde voorwaarden en binnen dezelfde termijn als deze bedoeld in § 9. Indien geen beslissing wordt genomen binnen de gestelde termijn, worden de afwijkingen als geweigerd beschouwd.

§ 11. In toepassing van de §§ 7 en 10 kan worden afgeweken mits uitdrukkelijke motivering:

1° van de voorschriften van een bijzonder bestemmingsplan of een verkavelingsvergunning voor zover deze afwijkingen geen afbreuk doen aan de wezenlijke gegevens van het plan of van de vergunning, waaronder de bestemmingen, en de vergunningsaanvraag voorafgaandelijk aan de in artikel 188/7 bedoelde speciale regelen van openbaarmaking werd onderworpen.

Een afwijking met betrekking tot de plaatsing of de omvang van de bouwwerken in een gebied kan een afwijking van de bestemming van een aangrenzend gebied met zich meebrengen, in zoverre zij de wezenlijke kenmerken van het aangrenzend gebied niet in gevaar brengt.

2° van de voorschriften van de stedenbouwkundige verordeningen, de bouwverordeningen of de verordeningen betreffende de achteruitbouwstroken voor zover, wanneer de afwijking betrekking heeft op de omvang, de plaatsing en de esthetische aard van de bouwwerken, de vergunningsaanvraag voorafgaandelijk onderworpen werd aan de speciale regelen van openbaarmaking, bedoeld in artikel 188/7.

3° van de reglementaire voorschriften van het specifieke gedeelte van het gewestelijk mobiliteitsplan en van de reglementaire voorschriften van de gemeentelijke mobiliteitsplannen, voor zover de vergunningsaanvraag voorafgaandelijk onderworpen werd aan de speciale regelen van openbaarmaking, bedoeld in artikel 188/7.”

Wat betreft de vergunningen afgegeven door de gemachtigde ambtenaar, bepaalt artikel 188, tweede lid, van het BWRO dat deze laatste “eveneens afwijkingen [kan] toestaan overeenkomstig artikel 126, § 11”.

Daaruit volgt dat volgens de regeling van het BWRO bepaalde handelingen en werken kunnen worden toegestaan, zelfs als die afwijken van een bijzonder bestemmingsplan, van een verkavelingsvergunning, van een stedenbouwkundige verordening, van een bouwverordening, van een verordening betreffende de achteruitbouwstroken, van de verordenende voorschriften van het specifieke gedeelte van het gewestelijk mobiliteitsplan of nog van de verordenende voorschriften van de gemeentelijke mobiliteitsplannen. Het toestaan van die afwijkingen vooronderstelt echter dat, naargelang van het geval, bepaalde vormvereisten of bepaalde grondvoorwaarden vervuld zijn; dat alles impliceert dat de bevoegde overheid een uitdrukkelijke en met redenen omklede beslissing neemt om de afwijking in kwestie toe te staan.

Bijgevolg, en aangezien de voornoemde wettelijke bepalingen een uitdrukkelijke met bijzondere redenen omklede beslissing vereisen, begrijpt de afdeling Wetgeving niet hoe men handelingen en werken die afwijken van verordenende bepalingen zoals die welke hierboven zijn opgesomd, zou kunnen beschouwen als “van geringe omvang”, noch hoe men het vereisen van een vergunning zou kunnen beschouwen als niet-relevant voor dergelijke handelingen en werken.

De afdeling Wetgeving begrijpt met andere woorden niet hoe de bepalingen van het BWRO die de regering toestaan bepaalde handelingen en werken vrij te stellen van stedenbouwkundige vergunning, aldus zouden kunnen worden begrepen dat ze de regering ook toestaan daarbij af te wijken van de specifieke regeling dat een uitdrukkelijke en met bijzondere redenen omklede beslissing nodig is voor de handelingen en werken die van de voornoemde verordenende bepalingen afwijken. Dat geldt *a fortiori* ook voor de handelingen en werken die, in weerwil van artikel 126 van het BWRO, afwijken van verordenende bepalingen, zoals het verordenende luik van een richtplan van aanleg.

Op de vraag om meer uitleg heeft de gemachtigde van de minister inlichtingen verstrekt waaruit blijkt dat de beoogde vrijstellingen in verband met de ontworpen artikelen 21/1 en 30/2 “résultent de négociations politiques”. Wat het ontworpen artikel 29 betreft, zouden de beoogde wijzigingen voortvloeien uit artikel 57 van richtlijn 2018/1972.

Die verantwoordingen gaan niet op; ze veranderen niets aan het feit dat er geen rechtsgrond is voor de ontworpen bepalingen. Met name het ontworpen artikel 29 kan niet als zodanig worden vastgesteld, aangezien daarvoor geen rechtsgrond voorhanden is in het BWRO. De wetgever dient vooraf de nodige maatregelen te nemen waartoe de omzetting van artikel 57 van richtlijn 2018/1972 noopt.

Het ontworpen dispositief moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

4. De bepalingen die normaal gezien de artikelen 2/1 tot 2/5 alsook 34/5 en 34/9 van het besluit van 13 november 2008 zullen vormen (artikelen 3, 4 en 53 van het ontwerp), voeren een regeling in die bepaalde vrijstellingen afhankelijk maakt van het feit dat de betreffende handelingen en werken niet in de bijlagen A en B van het BWRO vermeld staan.

In dat verband stelt het verslag aan de regering terecht dat

“de handelingen en werken opgenomen in bijlagen A en B van het BWRO moeten worden onderworpen aan een effectenbeoordeling, overeenkomstig de Europese wetgeving inzake (sic).⁷ Deze handelingen en werken kunnen dus niet worden vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning, in elk geval niet door een regeringsbesluit, aangezien een dergelijke vrijstelling een overtreding van de Europese normen zou inhouden”.

In de logica van die verantwoording en teneinde elk risico op schending van de Europese wetgeving in kwestie, te weten inzonderheid richtlijn 2011/92/EU, te vermijden, dient het ontworpen dispositief te worden herzien zodat geen enkele vrijstelling van stedenbouwkundige vergunning waarin de tekst voorziet, kan slaan op handelingen en werken die krachten het Europese recht aan een effectbeoordeling zijn onderworpen.

⁷ De Europese wetgeving waarnaar het verslag aan de regering hier verwijst, is meer bepaald richtlijn 2011/92/EU.

5. Daar het ontworpen besluit voor bepaalde handelingen en werken wil voorzien in vrijstellingen van stedenbouwkundige vergunning of van het vervullen van bepaalde vormvereisten die aan het verlenen van zo'n vergunning voorafgaan, dreigt het inbreuk te maken op de standstill-verplichting die verbonden is aan het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu, gewaarborgd bij artikel 23 van de Grondwet.

Terwijl de ontworpen tekst het aantal gevallen van vrijstelling gevoelig doet toenemen, dient te worden vastgesteld dat het verslag aan de regering aan die verplichting slechts algemene beschouwingen wijdt waaruit men niet kan opmaken dat de ontworpen tekst alle waarborgen biedt ten aanzien van artikel 23 van de Grondwet. In dat opzicht is de doelstelling van administratieve vereenvoudiging op zich ontoereikend ter verantwoording van de beoogde hervorming, zowel in haar totaliteit als wat betreft elk afzonderlijk geval van vrijstelling waarin het ontwerp voorziet.

Die vaststelling klemmt des te meer wanneer de beoogde vrijstellingen slaan op goederen of perimeters waarvoor bijzondere beschermingsmaatregelen gelden, met name ten aanzien van hun erfgoedwaarde in het kader van de bescherming van monumenten en landschappen.

De steller van het ontwerp moet de nieuwe beoogde vrijstellingen omstandiger en concreter kunnen verantwoorden ten aanzien van dat specifieke vereiste.

6. Opdat geen inbreuk zou worden gepleegd op het grondwettelijke beginsel van gelijkheid voor de wet, moet het onderscheid dat het ontwerpbesluit doet ontstaan tussen enerzijds handelingen en werken die in aanmerking komen voor de vrijstellingen waarin het ontwerp voorziet en anderzijds handelingen en werken die daarvoor niet in aanmerking komen, beantwoorden aan criteria die relevant zijn ten aanzien van de doeleinden die inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening alsook, in voorkomend geval, inzake bescherming van onroerend erfgoed moeten worden nagestreefd.

De regering dient de tot stand gebrachte verschillen in behandeling te kunnen verantwoorden.

7. Uit verschillende bepalingen van het ontworpen besluit⁸ blijkt dat de steller handelingen of werken die slechts op niet-beschermd delen van een beschermd goed betrekking hebben, wenst vrij te stellen van het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen.

⁸ Zie meer bepaald de artikelen 79, 80, 95, 96, 116 en 117 van het ontwerp.

Krachtens artikel 177, § 2, van het BWRO is het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen over een aanvraag tot vergunning van handelingen of werken betreffende een goed dat ingeschreven staat op de bewaarlijst of beschermd is, slechts vereist “indien de aanvraag betrekking heeft op handelingen en werken betreffende de beschermde delen van een goed dat op de bewaarlijst ingeschreven is of beschermd is, of waarvoor de inschrijvings- of beschermingsprocedure geopend is”.⁹

Het heeft dus geen zin melding te maken van de vrijstelling van het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen waarin de bepalingen in kwestie voorzien, voor zover die vrijstelling slaat op de niet-beschermde delen van het goed.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.¹⁰

8. In verschillende bepalingen van het ontwerp wordt bepaald dat er “geen afwijking” mag zijn van het gewestelijk mobiliteitsplan noch van het gemeentelijk mobiliteitsplan of van het richtplan van aanleg.

Uit de artikelen 6, 7, 13 en 14 van de ordonnantie van 26 juli 2013 ‘tot vaststelling van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit’ volgt dat het gewestelijk mobiliteitsplan en de gemeentelijke mobiliteitsplannen een algemeen gedeelte bevatten, dat dan weer bestaat uit een strategisch luik en een verordenend luik, alsook een specifiek gedeelte, dat, in ieder geval wat het gewestelijk mobiliteitsplan betreft, opgedeeld is in een strategisch luik, een verordenend luik en een budgettair luik. Luidens artikel 30/9 van het BWRO kan de regering bindende kracht en verordenende waarde verlenen aan sommige bepalingen van het richtplan van aanleg.

Er mag aangenomen worden dat wanneer in het ontworpen dispositief gesteld wordt dat er geen afwijking mag zijn van het gewestelijk mobiliteitsplan, van het gemeentelijk mobiliteitsplan of van het richtplan van aanleg, dit alleen betrekking heeft op de verordenende luiken of bepalingen van die plannen.

Het verdient aanbeveling dit uitdrukkelijk te specificeren in het ontworpen dispositief, dat dienovereenkomstig herzien met worden.

9. De opschriften van een normatieve tekst en van zijn onderverdelingen zoals titels, hoofdstukken, afdelingen en onderafdelingen, hebben zelf geen normatieve waarde.

⁹ Dat blijkt uit het eerste lid, 2°, van artikel 177, § 2, dat het principe formuleert dat het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen moet worden ingewonnen voor de beschermde delen van een goed.

¹⁰ Zie in dezelfde zin advies 49.230/4, op 2 maart 2011 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 ‘houdende wijziging van het besluit van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente of van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen of van de medewerking van een architect’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/49230.pdf>, algemene opmerking 3, c).

Zij mogen derhalve geen regels bevatten die voorts niet voorkomen in het dispositief zelf van de tekst. Daaruit volgt, bijvoorbeeld, dat het opschrift van een titel of van een hoofdstuk de werkingssfeer ervan niet mag omschrijven. Die omschrijving dient te geschieden in een bepaling die vooraan staat in de betrokken onderverdeling.

In dat verband dient opgemerkt te worden dat in verschillende onderverdelingen van de ontworpen tekst vooraan geen bepaling staat die de werkingssfeer ervan omschrijft, in het bijzonder met betrekking tot de types van gebouwen of van delen van gebouwen die het voorwerp uitmaken van handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning of van bepaalde voorafgaande vormvereisten die vervuld moeten zijn om in aanmerking te kunnen komen voor een dergelijke vergunning.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

10. Aangezien het ontworpen besluit bepalingen bevat in verband met de vrijstelling inzake het advies van Brussel Mobiliteit en van Brussel Leefmilieu, dient het opschrift van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 november 2008 in die zin gewijzigd te worden.

Daartoe moet een nieuwe bepaling ingevoegd worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. De bepalingen van Europees recht en van intern recht waarnaar verwezen wordt in het eerste tot het zesde lid, bieden geen rechtsgrond voor het ontworpen besluit. Ze mogen bijgevolg niet vermeld worden in de vorm van aanhefverwijzingen. De bepalingen van Europees recht in kwestie moeten opgenomen worden als overwegingen ná de aanhefverwijzingen. De bepalingen van intern recht mogen vermeld worden in de aanhef, eveneens in de vorm van overwegingen.

De aanhef moet dienovereenkomstig herzien worden.

2. Het ontworpen besluit strekt ertoe uitvoering te geven aan de artikelen 98, § 2 en § 2/1, 126, § 4 en § 5, 177, § 4 en § 5, 207, § 3, en 237, § 2, van het BWRO, en alleen aan die bepalingen.

Dat zijn de bepalingen die opgesomd moeten worden in het achtste lid van de aanhef, met daarbij telkens de vermelding van de wijzigingen die erin aangebracht zijn en die nog altijd van kracht zijn.

Het achtste lid moet dienovereenkomstig herzien worden.

3. In de aanhef dient verwezen te worden naar alle vormvereisten die vervuld moeten worden vóór de aanneming van het ontworpen besluit. Van al die vormvereisten worden alleen het evaluatieverslag over de gelijkheid van kansen, de zogeheten “gelijkekansentest”, het advies van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie en het advies van de Raad van State vermeld in het tiende, elfde en twaalfde lid.

De aanhef moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Aangezien het begrip “stabiliteitswerken” meermaals gebruikt wordt in de ontworpen tekst, verdient het aanbeveling artikel 1 van het ontwerp aan te vullen met een definitie ervan.

2. In het ontworpen artikel 34/3 (artikel 52 van het ontwerp) worden de begrippen “erfgoedelementen” en “roerende elementen” gebruikt. Voorts wordt in de ontworpen artikelen 35/8 en 35/10 (artikelen 68 en 72 van het ontwerp) dan weer gewag gemaakt van het begrip “vaste interieurmeubilair”.

Het verdient aanbeveling die begrippen eveneens te definiëren, met inachtneming van de bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, te weten, inzonderheid, ruimtelijke ordening, stedenbouw en monumenten en landschappen.¹¹

Artikelen 2 en 44

Met het oog op de samenhang en ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel rijst de vraag om welke reden de bepaling die artikel 2/1, tweede lid, van het besluit van 13 november 2008 (artikel 2 van het ontwerp) moet vormen, geen tegenhanger heeft in het ontworpen artikel 34bis, van het besluit van 13 november 2008 (artikel 44 van het ontwerp).

De twee bepalingen in kwestie moeten opnieuw onderzocht worden in het licht van die opmerking.

Artikel 3

Met betrekking tot het ontworpen artikel 2/1, eerste lid, rijst de vraag of de woorden “en wanneer” niet vervangen dienen te worden door de woorden “of wanneer”.

¹¹ Zie in dat verband advies 63.964/4/VR, op 16 oktober 2018 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van 25 april 2019 ‘betreffende het roerend en immaterieel cultureel erfgoed van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, *Parl.St.*, Br.Parl., 2018-19, nr. A-813/1, 64 tot 90, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63964.pdf>, algemene opmerking I.

Artikel 4

Bij het ontworpen artikel 2/5, 1°, a), 2°, a) en c), en 3°, worden de daarin beoogde vrijstellingen van vergunning afhankelijk gesteld van de hiernavolgende voorwaarde:

“Behoudens overeenkomst tussen de partijen voor het betreden van het goed, uitgezonderd de werken omwille van de veiligheid en voor zover de uitgevoerde handelingen en werken geen afwijking van de toepasbare regelgevingen met zich meebrengen van zodra het goed wordt teruggebracht naar zijn oorspronkelijke bestemming, het goed in zijn oorspronkelijke staat wordt hersteld, nl. in de staat waarin het zich bevond voor de start van de tijdelijk gebruik, maximum 30 dagen na het einde van de tijdelijke handelingen en werken en in ieder geval voor het verstrijken van de termijn van zes maanden.”

Naast het feit dat die bepaling op onduidelijke wijze gesteld is, wordt daarbij, middels een overeenkomst tussen de partijen, voorzien in de mogelijkheid om af te wijken van een, bovendien fundamentele, voorwaarde voor de beoogde vrijstelling, namelijk dat na de tijdelijke handelingen en werken, het goed naar zijn oorspronkelijke staat teruggebracht wordt.

Daaruit volgt dat de handelingen en werken in kwestie in werkelijkheid hun tijdelijke aard verliezen maar dat ze bovendien zodoende, en dat is nog fundamenteler, een permanente aard krijgen louter op grond van de wens van “de partijen”, waarvan verondersteld kan worden dat het in werkelijkheid gaat om de eigenaar van het gebouw, enerzijds, en de bewoners of de personen die het gebruik ervan organiseren en de werken uitvoeren, anderzijds.

Het staat evenwel aan de regering om, krachtens de machtigingen die haar bij het WBRO verleend worden, de lijst te definiëren van de handelingen en werken die van geringe omvang zijn of waarvoor het vereiste van een vergunning of van de vervulling van substantiële vormvereisten niet relevant is. Het staat eveneens aan de regering om, in dat kader, de objectieve voorwaarden te definiëren voor de tenuitvoerlegging van de afwijkingen waarin zij voorziet, waarbij het al dan niet vervullen van die voorwaarden niet overgelaten mag worden aan de willekeur van derden.

De voorliggende bepaling moet herzien worden in het licht van die opmerking.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 53 van het ontwerp.

Artikel 6

In punt a) dienen de woorden “tijdelijke handelingen en werken” vervangen te worden door de woorden “handelingen en werken in verband met de werf”.

Artikel 7

De inleidende zin moet gesteld worden als volgt:

“Het opschrift van Afdeling 2 van Hoofdstuk II van Titel II van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

(...).”

Artikel 25 bis

De vrijstellingen waarin voorzien wordt in het ontworpen artikel 14/1 stroken niet met het opschrift van afdeling 2 waarin die bepaling zich bevindt.

Het opschrift van die afdeling alsook de voorliggende bepaling moeten dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 26

Het is voor de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat de strekking is van het ontworpen artikel 26, a), waarbij het woord “huishoudelijk” vervangen wordt door het woord “gebruikelijk”.

Bovendien zal de aldus gewijzigde bepaling de uitdrukking “gebruikelijk (...) gebruik” bevatten, waarvan de betekenis onduidelijk is.

De voorliggende bepaling moet herzien worden in het licht van die opmerking.

Artikel 35

Ontworpen artikel 27/2

1. In punt 4° dienen de begrippen “operator” en “elektronisch communicatienetwerk” op dezelfde wijze gedefinieerd te worden als in artikel 2, 1), 8), 10) en 29), van richtlijn (EU) 2018/1972. Bovendien dient in dat punt eveneens het begrip “bijbehorende faciliteit” gedefinieerd te worden, overeenkomstig dat artikel 2, 10), van de richtlijn.

Voorts zijn de woorden “voor zover zij worden gebruikt voor de transmissie van andere signalen dan radio-omroep- en televisiesignalen” niet relevant in verband met de bevoegdheden van de Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake stedenbouw, ruimtelijke ordening en monumenten en landschappen. Die woorden moeten weggelaten worden.

2. Het tweede punt 4° moet punt 5° worden en in de definitie van het begrip “draadloos toegangspunt met beperkt bereik” moet de definitie overgenomen worden die daarvan gegeven wordt in artikel 2, 23), van richtlijn (EU) 2018/1972.

Ontworpen artikel 29/1

Het is voor de afdeling Wetgeving niet duidelijk in welke in de aanhef beoogde bepaling van het BWRO dit artikel rechtsgrond zou kunnen vinden.

Ontworpen artikel 30/1

De in punt 4° van artikel 30/1 opgevatte regeling doet vragen rijzen ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel aangezien één of meerdere antennes of installaties, waarvan het aantal bovendien niet vastgesteld is, vergund zullen moeten zijn opdat de antennes en installaties die vervolgens geplaatst zullen worden, op hun beurt vrijgesteld zullen kunnen worden van een vergunning.

Het ontworpen artikel 30/1 moet opnieuw onderzocht worden in het licht van die opmerking.

Ontworpen artikel 30/2

In punt 1° zijn de strekking en de betekenis van de ingevoerde regeling vaag aangezien de vrijstelling van vergunning voor “de plaatsing van zend- en/of ontvangstantennes” afhankelijk gesteld wordt van de afgifte van een stedenbouwkundige vergunning waarin het volume werd vastgesteld waarin de antennes geplaatst mogen worden en van het feit dat de plaatsing van de antennes de vergunning zal moeten naleven: met andere woorden, de vrijstelling van vergunning veronderstelt een voorafgaande vergunning.

De ontworpen bepaling moet herzien worden in het licht van die opmerking.

Artikel 38

De voorliggende bepaling strekt tot invoeging van een punt 2°*bis* in artikel 32 van het besluit van 13 november 2008, bij welk punt voorzien wordt in een vrijstelling van stedenbouwkundige vergunning voor

“het vellen van hoogstambomen om veiligheidsredenen, uiteengezet in het besluit van de burgemeester van de gemeente op het grondgebied waarvan de te vellen bomen staan, voor zover de boom niet opgenomen is in de inventaris van de opmerkelijke bomen, een hoogstamboom wordt herbeplant met het oog op het bijdragen aan de biologische kwaliteit van het gebied en, indien het besluit betrekking heeft op meerdere bomen op hetzelfde gebied, dit besluit wordt gerechtvaardigd op basis van een fytosanitair deskundigenrapport waarin de betrokken onderwerpen nauwkeurig worden omschreven en waarin wordt aangegeven dat er geen alternatieven voor het kappen zijn”.

In het verslag aan de regering staat daarover het volgende:

“Artikel 98, § 1, 8° van het BWRO onderwerpt het kappen van hoogstambomen aan een stedenbouwkundige vergunning.

De beslissing van het college van burgemeester en schepenen tot weigering of

toekenning van de vergunning voor het kappen van een boom moet berusten op voornamelijk stedenbouwkundige criteria. In dit kader heeft het college een bevoegdheid van bijzondere politie, de administratieve politie van stedenbouw genaamd.

Als een boom riskeert om te vallen, gaat het niet enkel meer om een stedenbouwkundig probleem dat valt onder de bevoegdheid van de bijzondere politie, maar ook om een probleem van openbare veiligheid, dat valt onder de algemene bestuurlijke politie (artikel 135 van de nieuwe gemeentewet).

Op grond van het onafhankelijkheidsbeginsel en de cumulatie van bestuurlijke politiediensten moet er, ondanks de beslissing van de burgemeester om een boom die als een gevaar voor de openbare veiligheid beschouwd wordt te kappen, nog steeds een stedenbouwkundige vergunning verkregen worden in naam van de gemeente om deze boom te kappen.

In de praktijk kan een dergelijke vereiste moeilijk te verwezenlijken blijken. Bijgevolg wordt, met het oog op een administratieve vereenvoudiging in dit kader, voortaan vastgelegd dat het kappen van hoogstambomen om veiligheidsredenen, toegelicht in het besluit, genomen door de burgemeester van de gemeente op wiens grondgebied de te kappen boom zich bevindt, vrijgesteld is van een stedenbouwkundige vergunning voor niet-beschermde goederen en procedurele vrijstellingen geniet voor beschermde goederen, mits de boom niet opgenomen is in de inventaris van opmerkelijke bomen, een hoogstamboom wordt herbeplant met het oog op het bijdragen aan de biologische kwaliteit van het gebied en, indien het besluit betrekking heeft op meerdere bomen op hetzelfde gebied, dit besluit wordt gerechtvaardigd op basis van een fytosanitair deskundigenrapport waarin de betrokken onderwerpen nauwkeurig worden omschreven en waarin wordt aangegeven dat er geen alternatieven voor het kappen zijn.”

Daaruit volgt dat “het besluit, genomen door de burgemeester”, zoals beoogd in het ontworpen besluit, een besluit is dat de burgemeester, inzake algemene bestuurlijke politie, zou nemen op grond van artikel 135 van de nieuwe gemeentewet, dat de gemeentelijke overheden ertoe verplicht te “voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over (...) de veiligheid (...) op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen” en, in het bijzonder, over “alles wat verband houdt met een veilig en vlot verkeer op openbare wegen, straten, kaden en pleinen”.

De bevoegdheid om de aldus aan de gemeenten toevertrouwde opdrachten te organiseren, berust evenwel bij de federale overheid en niet bij de gewesten, en dat krachtens artikel 6, § 1, VIII, 1^o, vierde streepje, van de bijzondere van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, dat toepasselijk gemaakt is op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’.

Daaruit volgt dat, in het geval dat meerdere bomen betrokken zijn, de voorliggende bepaling ertoe strekt de vrijstelling van vergunning die daarin vervat is, afhankelijk te stellen van de vervulling van een maatregel die voorafgaat aan de goedkeuring van een beslissing van de burgemeester waarvan het regime en de voorwaarden voor de toepassing afhangen van een ander machtsniveau, alsook van de invoeging van een specifieke motivering in die beslissing.

Een dergelijke werkwijze is niet toelaatbaar.

De voorliggende bepaling moet dienovereenkomstig herzien worden.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 115 en 125 van het ontwerp.

Artikel 55

Gelet op het opschrift van de ontworpen onderafdeling 1, en op dat van de ontworpen onderafdeling 2 (artikel 57 van het ontwerp), dient eveneens het opschrift van afdeling 1 aldus gewijzigd te worden dat daarin de woorden “en vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning” geschrapt worden.

Het ontworpen besluit moet aangevuld worden met een nieuwe bepaling die daartoe strekt.

Artikel 56

Met betrekking tot punt a) rijst de vraag om welke reden, in de voorgestelde wijziging, naast de “tijdelijke handelingen en werken” niet eveneens de “tijdelijke wijzigingen” beoogd worden.

Artikel 126

1. Met betrekking tot de ontworpen artikelen 35/38 en 35/41, verdient het aanbeveling de begrippen “heruitrusting” en “bestaande installatie” te definiëren. In dat verband veronderstelt de afdeling Wetgeving dat de bestaande installatie die is welke op regelmatige wijze aangelegd is, met naleving van de geldende wetgeving en reglementering.

2. Het opschrift van de onderafdelingen 2 en 3 van de ontworpen afdeling 2 bevat een fout: daarin worden de handelingen en werken vermeld die betrekking hebben op de “niet-beschermd” delen van een beschermd goed terwijl afdeling 2, luidens het opschrift ervan, de handelingen en werken beoogt die betrekking hebben op de “beschermd” delen van een beschermd goed.

Artikel 127

Hoewel het, rekening houdend met de strekking en het voorwerp van de in artikel 127, eerste streepje, opgesomde bepalingen, in voorkomend geval met het oog op de omzetting van bepaalde Europese richtlijnen, coherent en gerechtvaardigd lijkt om te voorzien in een snellere inwerkingtreding ervan, wordt de steller van het ontwerp er desalniettemin aan herinnerd dat tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald bij artikel 39, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989, in beginsel afgezien dient te worden van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

SLOTOPMERKING

Talrijke bepalingen van het ontwerp worden genummerd middels de toevoeging van een *bis*, *ter* enzovoort.

Het verdient aanbeveling een dergelijke nummeringswijze te vermijden en alle artikelen van het ontwerp doorlopend te nummeren.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET